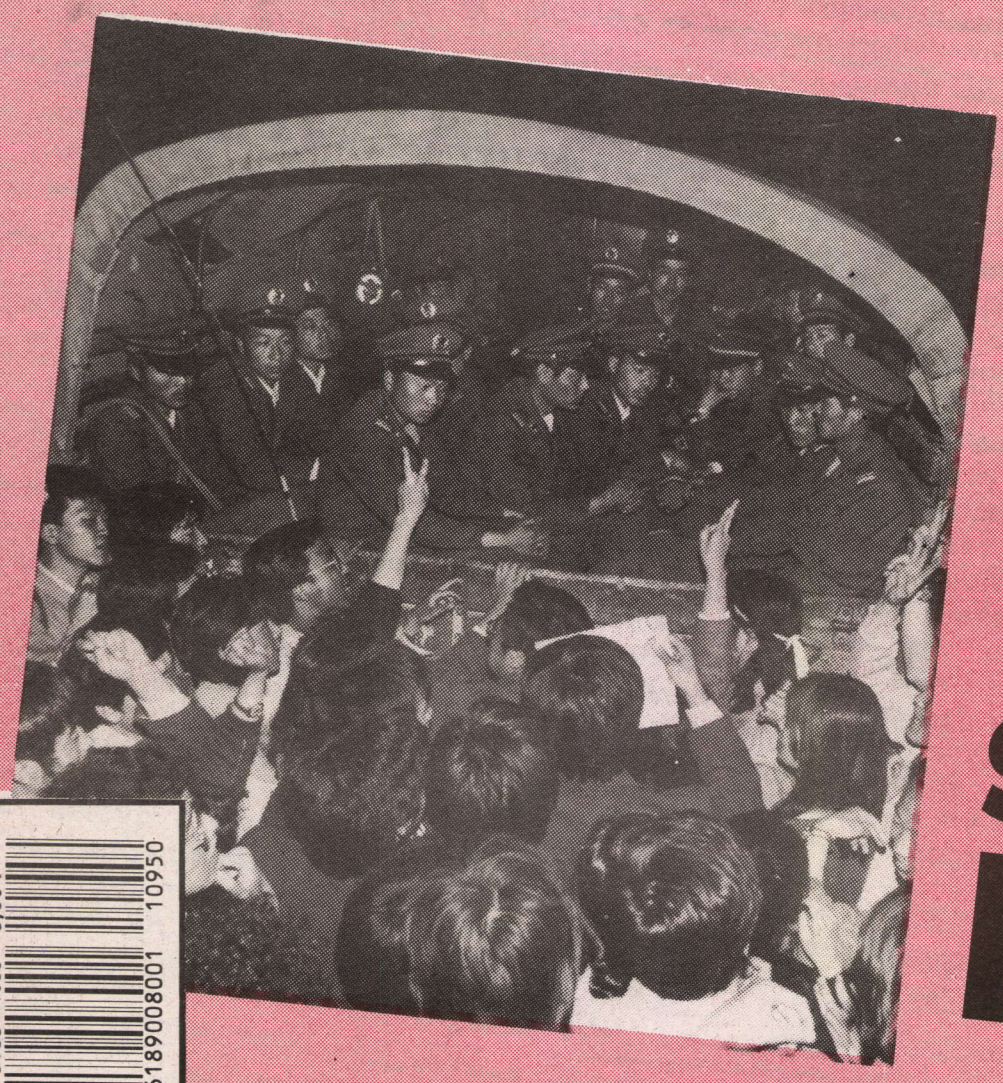
ISSN 0024-7650

Pour faire entendre la voix des travailleurs au Parlement européen,

Votez pour la liste Arlette Laguiller

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 1 095 - 27 mai 1989 - prix : 8 F



Chine : l'histoire se fait dans la rue

M 6189 - 1095 - 8,00 F
3796189008001 10950

FAIRE ENTENDRE LA VOIX DES TRAVAILLEURS AU PARLEMENT EUROPÉEN

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Le calendrier fait bien les choses; le début de la campagne électorale pour les élections européennes coïncide à l'Assemblée avec la remise en discussion d'un certain nombre de lois : la loi Méhaignerie sur les loyers, la réforme du droit de licenciement, la «loi Pasqua» sur l'immigration. Comme d'habitude à l'approche d'un scrutin, le Parti Socialiste se souvient opportunément qu'il est bon d'étaler des préoccupations sociales. Le gouvernement Rocard choisit le moment pour annoncer une révision des prévisions de dépenses militaires. Mitterrand, bien que tranquillement installé pour six ans encore dans son siège présidentiel, veut bien y mettre du sien en évoquant ici ou là son souci pour le sort des plus défavorisés ou en annonçant une réduction de la dette des pays africains. Et voilà même qu'on retrouve soudain la piste d'un criminel de guerre comme Touvier, qui depuis 45 ans ne se cachait pourtant pas bien loin !

★ ★ ★

Eh oui, la chasse aux voix est ouverte et il faut bien jeter un peu de poudre aux yeux. Mitterrand gouverne depuis huit ans; le Parti Socialiste aussi, à l'exception de l'éclipse de deux ans au profit du gouvernement Chirac. Ces huit ans ont vu les pires attaques contre la classe ouvrière, sous Mauroy comme sous Fabius et sous Rocard comme sous Chirac. Mais les dirigeants socialistes, sans vergogne, se disent que quelques poses à l'Assemblée suffiront bien à ratisser les voix des électeurs.

Oh, cela ne leur coûte pas cher; même la droite a du mal à trouver matière à critiques. La loi sur les loyers n'est revue qu'en paroles et les propriétaires pourront continuer à les augmenter à leur guise. On ne touche pas non plus autrement qu'en paroles au droit de licenciement, ce droit souverain qu'a un patron de jeter à la rue ses ouvriers ou employés. Le budget militaire n'a connu qu'une faible égratignure. L'annonce que la France va passer l'éponge sur une partie de la dette de ses anciennes colonies africaines ne vient sans doute pas là par hasard; elle fait bien dans le décor auprès d'une fraction de l'électorat de gauche. Mais les intérêts des banquiers et des industriels français qui saignent les pays africains n'ont pas été lésés pour un centime.

Pas gênés, les dirigeants socialistes pensent que cela suffira bien pour qu'une fois de plus, une large fraction de l'électorat populaire vote pour eux. Mais celui-ci aurait vraiment la mémoire courte. Les travailleurs, les petites gens ont eu largement de quoi juger à sa valeur la politique des Mitterrand et des Mauroy, des Fabius et des Rocard. Ils l'ont payée et la payent encore par les licenciements et le chômage, le blocage des salaires et l'austérité, la hausse des loyers et maintenant l'inflation qui reprend de plus belle. Ils la payent par la dégradation des services publics comme par cette dégradation de la sécurité des transports à laquelle Rocard répond en promettant plus de flics là où on lui demande plus de cheminots !

★ ★ ★

Bien sûr, quel que soit leur résultat, les élections au Parlement européen ne changeront rien pour les travailleurs ; ni plus ni moins d'ailleurs que toute autre élection dont on nous présente les enjeux comme plus déterminants. Mais le bulletin de vote peut servir à exprimer une opinion. Et si les travailleurs votaient de nouveau largement pour ces hommes qui les ont trompés et retrompés, ce serait interpréter comme une caution à leur politique, comme un encouragement à la poursuivre.

Alors puisqu'ils en ont l'occasion, les travailleurs doivent donner leur avis ; ils doivent dire qu'ils en ont assez de tous ces hommes qui se sont moqués d'eux. C'est vrai des dirigeants du Parti Socialiste, mais aussi d'ailleurs des dirigeants du Parti Communiste. Ceux-ci ont eu leur part dans les gouvernements dits de gauche et leurs attaques anti-ouvrières. Et lorsqu'ils choisissent un «économiste» bon chic bon genre à la Herzog pour les représenter dans ces élections et faire des discours sur «l'intérêt national», ils montrent bien que l'intérêt des travailleurs n'est pas leur principal souci.

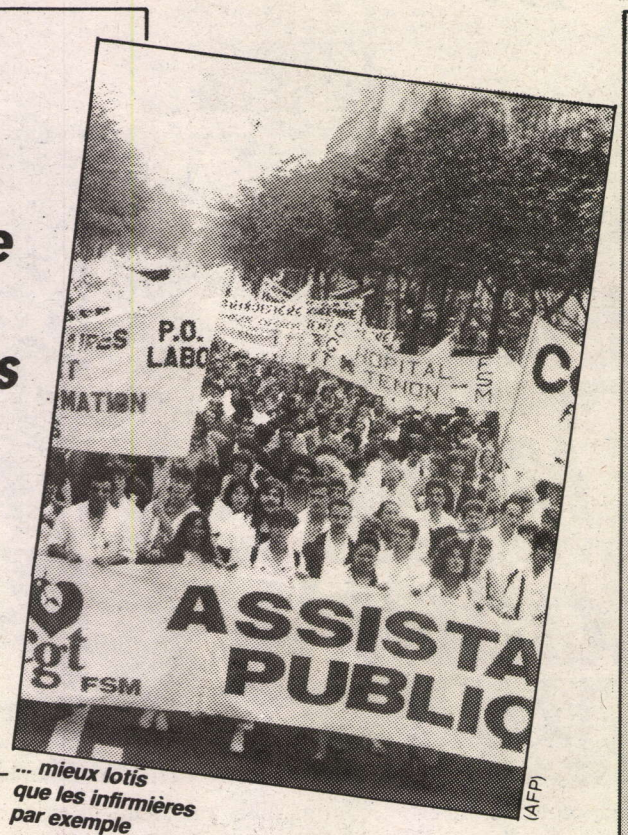
Alors, ceux-ci ne doivent s'en remettre à aucun de ces politiciens pour les représenter. Ils doivent envoyer au Parlement européen des travailleurs comme eux. La liste que Lutte Ouvrière présente et que je conduis en est constituée ; ouvriers ou employés, parfois chômeurs, ils savent pour l'avoir vécu et le vivre encore ce que c'est que vivre avec 6 000 ou 5 000 F par mois, ce que c'est de ne pas pouvoir boucler les fins de mois parce que les loyers augmentent, ce que c'est d'être licencié parce que tel est le bon plaisir d'un patron. Ils n'ont pas de carrières de politiciens à préserver. S'ils sont élus, ils feront entendre haut et clair le point de vue et les intérêts de la classe ouvrière. Ils le font déjà aujourd'hui là où ils travaillent, dans les entreprises, que ce soit en tant que militants syndicaux ou simplement en tant qu'ouvriers ou employés conscients qu'il faut se défendre quotidiennement contre les patrons ou les chefs. Ils le feront encore en se servant de la tribune du Parlement européen.

Les gouvernants d'Europe, qu'ils soient socialistes ou conservateurs d'une quelconque variété, mèneront à l'échelle du Marché commun la même politique que dans leur pays ; une politique vouée à la défense des intérêts des possédants. S'ils veulent faire entendre leurs voix, les travailleurs ne doivent avoir confiance qu'en eux-mêmes. Voter Lutte Ouvrière, ce sera voter ouvrier, voter pour une Europe où ce seront les travailleurs qui pèseront et non un patronat tout puissant, et ce sera un avertissement pour tous ceux qui les ont trompés.

Le pâté d'alouette des économies sur le budget militaire :

Gamma

Les militaires...



(AFP)

... mieux lotis que les infirmières par exemple

UN CHEVAL DE DÉPENSES...

...UNE ALOUETTE D'ÉCONOMIES

Mitterrand a donc tranché : Rocard demandait une économie de 40 milliards sur les crédits militaires prévus pour 1990 et 1991, elle sera de 17 milliards seulement. Il y a encore de quoi faire : le ministère de la Défense disposera de 210 milliards au lieu des 227 sur lesquels il comptait, c'est-à-dire un budget de toute façon en augmentation d'au moins 2% sur les années précédentes.

Conformément aux déclarations de Mitterrand à sa conférence de presse, il est prévu de maintenir intégralement les programmes nucléaires, notamment la mise en service en 1994 d'un sous-marin d'une nouvelle génération, *Le Triomphant*. Il paraît qu'il faudra quand même diminuer les essais atomiques de Mururoa, et les matériels achetés par l'armée de terre, par exemple ne commander que 1050 chars Leclerc au lieu de 1400.

La coupe dans les crédits militaires semble en tout cas réduite au minimum, et le ministre de la Défense Chevènement ne parle plus de démissionner. Rocard non plus, tellement à cheval sur la rigueur budgétaire, n'a pas protesté que l'on sache contre le fait qu'on lui impose des dépenses supérieures aux prévisions. C'est que les militaires ne sont tout de même pas de vulgaires infirmières, enseignants ou cheminots protestant contre les effectifs et les salaires insuffisants. D'autre part, Rocard n'a pas tant besoin de ces économies elles-mêmes que du fait qu'on en parle. Cela lui permet de conforter l'image qu'il veut donner de lui-même : celle d'un gestionnaire rigoureux et équitable, qui n'hésite pas pour réduire les dépenses de l'Etat à imposer la même rigueur aux armées et aux écoles.

Mais il y a justement un bel abus à mettre les deux choses sur le même plan. A part faire faire des affaires aux industriels de l'armement, quelle est donc l'utilité sociale de l'armée à côté de celle du personnel des hôpitaux ou de l'enseignement, ou des cheminots dont on réduit sans cesse le nombre au point de transformer les gares en déserts ?

A l'heure où les services publics essentiels se dégradent sans cesse, les militaires pourront, eux, continuer à disposer de l'essentiel de leurs joujoux favoris, coûteux et inutiles. La «rigueur» pour eux n'est pas trop lourde : c'est les autres qui la payent.

S. F.

L'annulation d'une partie de la dette africaine :

POUR MITTERRAND LES PLUS BEAUX GESTES SONT LES MOINS DURS

Mitterrand a annoncé le 24 mai à Dakar, devant les participants au sommet «de la francophonie», qu'il allait soumettre au Parlement un projet de loi annulant la dette vis-à-vis de l'Etat français des 35 pays les plus pauvres du monde, tous situés en Afrique.

Cela leur fait une «remise» de 16 milliards de francs sur le total de leur dette vis-à-vis de la France, car les crédits contractés auprès des banques et les crédits commerciaux garantis par les Etats, eux, courent toujours.

En fait, si l'on compte les intérêts que ces pays pauvres ont dû payer pour ces emprunts à l'Etat français, on peut considérer que celui-ci s'est déjà fait rembourser... avant de faire ce «cadeau».

Et si la dette de ces pays pauvres est si importante et difficile à rembourser, c'est qu'elle a servi bien souvent à financer des achats somptuaires sans intérêt réel pour les pays acheteurs mais fort intéressants pour les industriels des pays vendeurs. Et c'est bien aussi parce que les pays riches, et en particulier la France dans cette partie de l'Afrique qui fit partie de l'empire colonial français et qui fait toujours partie de sa «zone d'influence», ont tiré de ces pays tout ce qui était possible. Aujourd'hui, ils achètent les matières premières des pays africains de moins en moins cher, pour leur vendre de plus en plus cher les produits industriels dont ils ont besoin.

Il y a des gestes qui ne coûtent pas cher !

S. F.

LE PCF ET L'EUROPE :

DEUX DISCOURS POUR LA CHASSE AUX VOIX

Le 1er mai, à *L'Heure de vérité*, Philippe Herzog avait présenté aux téléspectateurs un profil gestionnaire, une image ouverte aux idées technocratiques et libérales de la politique du PCF à l'égard de l'Europe. C'est cette même image que l'on retrouve sur les panneaux d'affichage, où l'on voit Herzog, toujours bon chic-bon genre, cligner de l'œil vers le lecteur, électeur éventuel, expliquer qu'il est du côté de tout le monde, mais aussi bien de celui qui est pour l'Europe que de celui qui est contre. Dans la chasse aux voix, il ne faut rien négliger, même si ce mélange des contraires dénote une certaine cacophonie.

(AFP)

C'est un tout autre ton qu'a adopté Henri Krasucki, par ailleurs membre du Bureau politique du même parti qu'Herzog, au congrès de la CGT... Des propos bien moins ambigus. Il a parlé de l'Europe comme «*d'une zone de douze pays délimitant un véritable terrain de chasse pour grands fauves... Dans cette jungle où règne la loi du plus fort, le gibier sera avant tout le salarié*». Le fait que les chasseurs envisagent de présenter une liste n'a bien entendu rien à voir avec une métaphore avec laquelle on pourrait être d'accord si elle n'avait pas l'inconvénient d'estomper les méfaits des «fauves» de chez nous, ni moins voraces, ni moins prédateurs et sans pitié que ces félins européens. Les travailleurs de France en savent quelque chose qui les rencontrent chaque jour face à eux. Et cela bien avant que l'on parle Marché commun et Europe.

Le PCF tient deux discours, l'un pour les électeurs attirés par le style rocardien, l'autre pour ceux qui ont été marqués par les positions anti-européennes qui étaient les siennes jusqu'à une date récente. Une manière pour lui de ratisser large. Est-elle vraiment efficace ?

En tout cas, aucune ne correspond aux intérêts de la classe ouvrière qui, si elle doit regarder avec méfiance les projets des capitalistes, tant sur le plan national que sur le plan international, ne peut le faire efficacement si elle croit que des patrons bien français, un gouvernement et un Etat «bien de chez nous» seraient «moins pires» pour eux.

J.-P. VIAL

QUAND LA CHINE ÉBRANLERA LE MONDE... Y COMPRIS OCCIDENTAL

Gamma

Si, comme on dit, en Chine on n'aime pas perdre la face, les dirigeants chinois auront bu le calice jusqu'à la lie au cours de ces dernières semaines ! La crise d'autorité du gouvernement chinois a atteint en effet un point culminant avec sa vaine prétention à imposer une loi martiale que les étudiants et la population de Pékin ont spectaculairement défiée, et que de son côté l'armée n'a pas véritablement cherché à appliquer.

Pendant ces quatre ou cinq jours de loi martiale bafouée, aucune des sommités officielles ne s'est manifestée en public ou à la télévision. Les prétendants rivaux à la succession du vieux Deng Xiaoping règlent leurs comptes ou trament leurs coups fourrés en coulisses. Le Premier ministre Li Peng, et le secrétaire du PC Zhao Ziyang apparaissent et disparaissent tour à tour. Mais la direction chinoise s'apprête peut-être en fin de compte à sortir de sa manche un troisième larron...

Quoi qu'il en soit, aujourd'hui, alors que les manifestants de la place Tienanmen n'ont pas désarmé et que l'armée se replie dans ses casernes, on peut se demander si un changement de personnage à la tête du régime suffira à résoudre la crise que traverse la Chine et à endiguer durablement le flot de la contestation qui s'est emparée des masses populaires dans les grandes villes.

★★★

Parmi les journalistes occidentaux, il s'en est trouvé bien sûr, pour dire que l'énorme vague contestataire en Chine signifiait le début de la fin du camp communiste, enterrait définitivement les «vieilles utopies révolutionnaires» pour, inattendu retour de l'histoire d'après eux, consacrer les «valeurs» occidentales et les vertus de la propriété privée. Ils disent généralement la même chose d'ailleurs de la contestation démocratique en URSS.

En fait, les représentants des grandes puissances occidentales eux-mêmes, Bush et Mitterrand par exemple comme on l'a vu lors de leur dernière rencontre, font preuve d'un sens de classe à la fois plus sûr... et plus prudent ! S'il le fallait, on les voit d'ici se porter au secours du régime chinois aux prises avec ce qui ne serait plus seulement une contestation étudiante démocratique, mais une véritable révolution prolétarienne. Le gouvernement des Etats-Unis n'avait pas levé le petit doigt en 1956 quand l'armée de Khrouchtchev écrasa la révolution ouvrière hongroise. Et les banques occidentales accueillirent avec soulagement le coup de force de Jaruzelski en Pologne en 1981.

Alors, contestation du «communisme», en Chine, aujourd'hui ? Mais le régime totalitaire chinois instauré par Mao en 1949 n'a jamais rien eu à voir avec le communisme, même si à l'époque il a emprunté la phraséologie totalitaire de Staline.

Et puis, c'est Deng Xiaoping, lui-même, qui depuis plus de dix ans, précisément, parle de retour à la propriété privée. S'il y a des gens qui en Chine contestent ouvertement, officiellement, les idéaux du communisme révolutionnaire, ce sont justement les dignitaires du régime, qui d'ailleurs n'ont pas réussi à faire la preuve que retour à la propriété privée se conjugue avec plus de démocratie ! Et tout cela, on le voit aujourd'hui, ne les a pas protégés contre la mobilisation populaire.

Et enfin, tout de même, la dictature totalitaire serait-elle l'apanage du camp dit communiste ? Les trois quarts des pays du camp «occidental», champions du libéralisme économique connaissent des dictatures féroces.

Non. Ce qui se passe en Chine ressemble aux prodromes de toutes les révolutions sociales qui, lorsqu'elles se déroulent jusqu'au bout, ébranlent le système d'exploitation dominant sur la planète. Bien sûr, il n'est pas sûr qu'en Chine, même à l'échelle d'un immense pays et dans le contexte de crise économique mondiale, cette énorme contestation étudiante, même accompagnée du soutien de la population laborieuse, aille plus loin que la contestation étudiante en 1968 en France par exemple. Mais si la mobilisation populaire continuait, toutes les grandes puissances mondiales y compris occidentales, auraient bien des raisons de la craindre.

Depuis des décennies, après l'échec des révolutions prolétariennes des années 1920, c'est le capitalisme, l'impérialisme qui a pesé de tout son poids et a marqué son empreinte de gré ou de force sur les régimes du monde, y compris sur l'URSS sous la forme de la dégénérescence stalinienne.

Mais que les masses se mettent aujourd'hui en mouvement, que le prolétariat passe à nouveau sur le devant de la scène 60 ans après, avec ses propres revendications et sa vocation internationaliste, en Chine, en URSS ou ailleurs, et c'est l'impérialisme lui-même qui en définitive aura le plus à craindre et à perdre.

Qu'en Chine, le gouvernement ne contrôle plus la situation, que le pouvoir apparaisse trop longtemps en crise, qu'il ne soit pas obéi lorsqu'il cherche à inspirer la peur en appelant l'armée à la rescousse, qu'il ne le soit pas plus quand il cède, que, de plus, les soldats n'apparaissent pas insensibles aux offres amicales des étudiants et des ouvriers, voilà bien de quoi en effet inquiéter les maîtres de ce monde ! Le secrétaire d'Etat américain James Baker a bien pris soin de préciser que les Etats-Unis n'ont pas intérêt à voir l'instabilité s'instaurer en Chine. Et les financiers de Hong Kong, où la Bourse a brutalement chuté lundi 22 mai, de même que les autorités de Taïwan, qui se montrent prudentes, tout ce monde capitaliste aux portes de la vaste Chine se garde de pavoiser, en ces jours critiques pour l'équipe dirigeante de Pékin.

D'autant que Hong Kong et Macao connaissent elles aussi leurs grandes manifestations, en soutien aux étudiants chinois.

★ ★ ★

Puisque, pour le moment du moins, la ressource du recours à l'armée semble avoir fait long feu, un remplaçant à Li Peng et Deng Xiaoping va, à ce qu'il semble, être promu à la direction, dans le but de tenter de désamorcer l'agitation. Mais il ne sera vraisemblablement pas facilement tiré d'affaire pour autant. Car si, d'un côté, le choix d'une répression brutale est gros des risques d'une véritable explosion, de l'autre côté une orientation qui semblerait donner satisfaction aux manifestants, ne serait-ce qu'en évinçant ce Li Peng qui est devenu leur cible, n'est pas non plus sans risque.

La classe ouvrière, pour sa part, aurait tout à gagner à l'instauration d'un climat plus démocratique, et à s'engouffrer dans toutes les brèches ouvertes. Mais dans le même temps, elle a toutes les raisons de demeurer méfiante vis-à-vis y compris des éventuels «hommes nouveaux», même baptisés «réformateurs», dont toute la politique vise à aggraver son exploitation et ses conditions d'existence.

Christiane LE GUERN

LES ASPIRATIONS DES ÉTUDIANTS CHINOIS

La mobilisation étudiante a donné le branle au mouvement, elle en est le moteur et lui donne ses objectifs explicites : démocratie, liberté.

Les étudiants chinois ont une longue tradition de luttes politiques, et sans remonter jusqu'aux années 1920 où nombre d'entre eux étaient inspirés par les idées communistes et l'exemple de la révolution russe, ou aux grandes manifestations anti-impérialistes de 1947, on peut rappeler qu'il n'y a guère plus de deux ans, en décembre 1986-janvier 1987, ils se sont déjà mobilisés contre Deng Xiaoping. Leurs manifestations valurent alors au précédent secrétaire général du PC d'être limogé, et des condamnations s'abattirent parmi les ouvriers qui les avaient suivis. Deng déclara que la seule bonne méthode dans ce genre de situation était celle que Jaruzelski venait d'employer en Pologne...

Pourtant, Deng faisait figure de promoteur des réformes lancées depuis la mort de Mao. Mais un cours libéral en matière économique ne signifie pas automatiquement la fin de la dictature. Et la campagne qu'il entama après l'hiver 1986-1987, dite «contre le libéralisme bourgeois» sur le plan politique, ne manqua pas de rappeler de mauvais souvenirs et d'exaspérer une intelligentsia auprès de laquelle, d'autre part, la chute de Marcos aux Philippines a eu paraît-il un grand retentissement, en montrant qu'après tout les dictatures en place ne sont pas éternelles – une intelligentsia à laquelle le fait que les choses bougent même en URSS ou en Pologne peut inspirer un certain espoir.

★ ★ ★

Le mouvement démocratique initié par les étudiants de Pékin charrie des aspirations mêlées, et qui n'ont pas toutes la même portée.

Une partie des centaines de milliers de jeunes qui sont descendus dans la rue rêvent peut-être d'un régime à l'occidentale, comme le jugent ou le souhaitent la plupart des journalistes d'ici. C'est probable. Les changements intervenus en Chine depuis une dizaine d'années, l'ouverture économique à l'Occident, avec pour devise officielle «Enrichissez-vous» et le culte de la réussite individuelle qui l'accompagne, aboutissent à donner pour modèle le mode de vie et les mœurs des Etats-Unis ou de l'Europe.

Mais, portées par des centaines de milliers de jeunes tenaces et enthousiastes, les aspirations démocratiques du mouvement vont plus loin que le simple souhait éventuel de petits-bourgeois désireux de se faire une place au soleil. L'aspiration à desserrer le carcan d'une dictature étouffante, à pouvoir s'organiser, s'exprimer librement, à être informés par une presse libérée du conformisme officiel, concerne toutes les classes de la société.

Sur ce terrain, les étudiants ont trouvé la sympathie, puis le soutien des autres couches citadines, y compris au sein d'une série d'organismes du PC, et avant tout le soutien des travailleurs.

Mais les étudiants ont dû trouver d'autant plus de répondant auprès de ceux-ci que leurs revendications démocratiques se sont assorties d'emblée de slogans contre la corruption et le favoritisme qui règnent parmi les privilégiés du régime. Et un tel thème est porteur d'un contenu différent, social.

Cette fameuse corruption, cet «affairisme officiel» que les manifestants condamnent vertement, n'est pas une simple déformation de l'équipe jusque-là au pouvoir, un «effet pervers» malencontreux du libéralisme économique, comme le décrivent pour le déplorer les commentateurs

LA CLASSE OUVRIÈRE CHINOISE

Pour le moment, la classe ouvrière des grandes villes, en fait surtout de Pékin à ce que l'on sait, s'est limitée à apporter son soutien aux étudiants, en réponse à leurs sollicitations. «Ne laissons pas mourir nos étudiants» *(grévistes de la faim) disaient les ouvriers de Pékin qui ont rallié la place Tienanmen.*

Il faut pourtant souligner que ces ouvriers se sont mobilisés rapidement et que leur solidarité s'est exprimée de manière particulièrement active lorsqu'ils sont descendus dans la rue, dans les quartiers périphériques, pour faire barrage aux troupes de la loi martiale.

Il n'y a guère d'indice que ces travailleurs aient, jusqu'à maintenant, mis en avant des revendications qui leur soient propres. Le Figaro *signalait, le 22 mai, l'apparition d'affiches d'un «syndicat ouvrier indépendant» appelant à une grève générale. D'après l'agence Chine Nouvelle, des ouvriers auraient destitué les directeurs de 123 usines privées de la province de Liaoning, en les accusant de corruption.*

En tout cas, les travailleurs, qui souffrent eux aussi de la dictature, sont des victimes directes de la politique économique du gouvernement, ne serait-ce qu'à travers l'inflation. Ils sont à terme visés par les réformes du règne de Deng Xiaoping. Rentabiliser les entreprises est à l'ordre du jour, et les autorités ont pour objectif de casser le statut qui garantit l'emploi d'une partie importante des travailleurs, afin de rendre la classe ouvrière plus «mobile»...

Mais les travailleurs opposent une résistance tenace à ces projets. La classe ouvrière chinoise est loin d'être muselée, et sa relative mobilisation dans le cadre des événements actuels est sans doute ce qui, au-delà de la contestation étudiante, inspire le plus de craintes aux dirigeants. Elle ne fait peut-être que commencer...

C. L. G.

Gamma

et autres experts occidentaux en «sinologie». Elle est partie intégrante du fonctionnement du capitalisme sauvage dans un pays sous-développé. Bureaucrates et hommes d'affaires ou spéculateurs, responsables officiels et magnats de province, dirigeants de l'Etat et grands négociants de l'import-export sont étroitement liés, quand ce ne sont pas les mêmes.

Il est malaisé de définir où commence la corruption et où finit l'enrichissement bourgeois «normal» (si on ose dire).

Même si, vu de l'extérieur, le mouvement étudiant ne s'en prend qu'à «l'affairisme officiel», cette critique peut avoir une résonance plus profonde et impliquer une mise en cause plus large de l'injustice sociale.

On ne sait si c'est vraiment au nom de ce genre d'aspiration sociale que les étudiants chinois chantent *L'Internationale,* ou s'ils veulent seulement montrer par là qu'ils ne mettent pas en question ce régime qui se dit officiellement «communiste». Mais on peut constater que, s'ils font appel aux travailleurs, c'est seulement pour leur demander de se rallier à leur mouvement, non pour qu'ils agissent pour leurs intérêts propres. Un responsable étudiant a précisé ainsi à un journaliste de *Libération* : *«Nous n'agissons que pour faire avancer la démocratisation et les réformes, en évitant autant que possible la violence et les perturbations de la vie sociale».*

Cette déclaration remonte aux premiers jours du mouvement. Mais quoi que veuillent ou disent les cadres actuels du mouvement étudiant, ils ne sont pas forcément à même de maîtriser le processus qui s'est enclenché ni d'en canaliser à volonté les effets sur l'ensemble de la société.

C. L.

Les manifestations à

MOSCOU

LA CHINE EST-ELLE ASSEZ LOIN ?

Les partisans d'Eltsine, lors d'une précédente manifestation.

Dimanche 21 mai, à Moscou, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont assisté à un meeting où on les invitait à scander : *«Démocratie, oui, démocratisation, non !».*

Ce meeting avait été organisé par les députés «réformateurs» du Congrès, Congrès qui devait se réunir quelques jours plus tard. Les vedettes en ont été Eltsine, l'ancien membre du bureau politique qui vient d'être élu triomphalement à Moscou, Sakharov et le juge Gdlian, qui est en passe de se faire une réputation de pourfendeur de la corruption aux sommets du pouvoir pour avoir envoyé le gendre de Brejnev en prison et lancé des attaques contre le porte-parole des «conservateurs», Ligatchev (l'adjoint du juge a publiquement accusé Ligatchev d'être mêlé à un scandale retentissant, celui du «coton ouzbèque» !). Ils ont expliqué que le Congrès des députés du peuple risquait de se voir mettre au pas par des voies procédurières et comptait donc sur le soutien populaire. L'enjeu, en effet, est la désignation, par les 2 500 députés de ce Congrès, des 500 membres qui formeront le Soviet suprême qui sera la véritable assemblée législative, et dont les députés dits «réformateurs» ont peur de se voir écartés par des combines.

Déjà pendant la campagne électorale, de nombreuses réunions publiques ont eu lieu à Moscou. Les Moscovites y prennent visiblement goût, comme ils prennent goût à ce qu'on leur répète que *«le peuple doit exiger de tous ceux qui sont responsables de la tragédie dans laquelle se trouve le pays qu'ils rendent des comptes».*

Pour le moment, tout cela reste bien encadré et la population moscovite ne semble pas être sur le point de déborder les quelques députés les moins craintifs parmi les quelque 300 ou 400 députés dits «réformateurs» qui l'appellent à les soutenir. Mais quand on prend goût à se retrouver à des dizaines de milliers, on ne s'en déshabitue pas facilement, et on ne reste pas toujours aussi encadrés que le voudraient les dirigeants. Nul doute que ceux-ci se le disent avec une certaine angoisse au spectacle de ce qui se passe en Chine.

S.F.

POLOGNE

DRÔLE DE «SOLIDARITÉ»

Dans le cadre de la campagne électorale qui se déroule en Pologne pour les élections à l'Assemblée, au cours d'un meeting avec les électeurs de la circonscription du centre de Varsovie dans laquelle il se présente pour Solidarité, le célèbre opposant Jacek Kuron a répondu, à une question qui lui était posée, qu'il était *«contre l'avortement».* Il a invoqué des arguments moraux – ceux qu'on a bien connus en France, dans la bouche de ceux qui s'opposaient à la liberté de l'avortement : *«Le problème moral de l'avortement est de savoir si le foetus est un être humain ou pas. Il y a deux réponses à cette question. Une dit «oui, il l'est», l'autre «je ne sais pas». Dans les deux cas, il ne faut pas le tuer.»*

Comme si les femmes qui posent ce problème actuellement en Pologne – comme dans les autres pays le faisaient *«sur un plan moral»* ! La question, pour elles, c'est de savoir si celles qui désirent avorter et le feront, pourront le faire dans de bonnes conditions et dans la légalité, ou pas.

La réponse de Kuron – qui fut dans le passé un militant d'extrême-gauche ! – donne une idée de l'inspiration calotine et réactionnaire qui sera en partie celle de Solidarité au Parlement !

Tout de même, Kuron n'est pas pour la prison, il est même *«contre l'emprisonnement des femmes»,* parce qu'il «connaît bien la prison». Mais il faut croire que si lui est contre, d'autres y pensent !

S.F.

UNE LISTE DE TRAVAILLEURS POUR LES TRAVAILLEURS

LA LISTE DE

La liste présentée par Lutte Ouvrière regroupe des hommes et des femmes qui représentent le monde du travail et qui en partagent quotidiennement les difficultés, les craintes et les espoirs. Il s'agit de salariés de l'industrie, des services, des hôpitaux ou des banques. Certains d'entre eux ont participé aux grands mouvements – cheminots, hospitaliers, SNECMA, etc. – qui ont marqué ces dernières années, mais tous sont des militants connus dans leurs entreprises.

Et s'il y a dans cette liste autant de femmes que d'hommes (41 femmes et 40 hommes) c'est parce qu'il nous paraît tout naturel que les travailleuses, les militantes, occupent leur place sur le terrain électoral comme elles l'occupent sur le terrain social.

La moyenne d'âge se situe juste au-dessous de 40 ans ; à signaler toutefois que deux candidats ont entre 20 et 30 ans et trois entre 50 et 60 ans.

POURQUOI UNE LISTE DE TRAVAILLEURS ?

Parce que les salariés, la population laborieuse ne doivent pas choisir, comme porte-parole au Parlement européen, des représentants des partis qui se sont succédé au gouvernement depuis dix ans et ont bloqué les salaires, rogné les protections sociales et abaissé le niveau de vie des salariés.

Pour discuter des problèmes et des revendications du monde du travail, pour faire entendre les exigences des travailleurs, il faut des hommes et des femmes qui connaissent réellement ces problèmes. Qui les connaissent, non pas parce qu'ils ont étudié des dossiers, soigneusement élaborés par des spécialistes et des économistes, mais parce qu'ils les vivent et que c'est précisément le terrain sur lequel ils militent d'un bout de l'année à l'autre.

S'ils étaient élus, ils ne feraient évidemment pas de miracle au Parlement de Strasbourg, mais tous les politiciens auraient l'occasion d'entendre certaines vérités qui sont, volontairement ou non, ignorées dans leur milieu. Et dans cette Assemblée passive qui ne vote aucune loi mais qui discute, suggère, conseille, des travailleurs élus pourraient apprendre ce que les bureaucrates, les gouvernements et les capitalistes mijotent pour préparer leur avenir et le rendre public auprès du monde du travail.

Voter ne sert à rien pour changer les choses, s'il n'y a pas derrière ce geste l'affirmation que les travailleurs en ont assez de faire, partout, les frais de la crise, et veulent que désormais leurs revendications soient réellement prises en compte.

C'est ce que les travailleurs pourront dire en votant le 18 juin pour les candidats de Lutte Ouvrière.

1 Arlette LAGUILLER Militante syndicale

2 Christian DRIANO
Ouvrier aux usines Peugeot de Sochaux.
Militant syndical.
Conseiller municipal Lutte Ouvrière de Montbéliard (Doubs).

3 Marie-Louise DUPAS
Infirmière au Centre hospitalier d'Angers (Maine-et-Loire).
Militante syndicale.
Membre de la Coordination Nationale Infirmières pendant la grève de l'automne 1988.

4 Daniel VITRY
Agent de conduite SNCF Paris Sud-Ouest.
Militant syndical.
Porte-parole de la Coordination inter-catégories des cheminots pendant la grève de l'hiver 1986-87.

5 Jacqueline LAMBERT
Ouvrière à LCC (Bourgogne-Electronique) à Dijon.
Militante syndicale.

6 Roland SZPIRKO
Ouvrier à l'usine Chausson de Creil (Oise).
Militant syndical.
Conseiller municipal Lutte Ouvrière de Creil (Oise).

7 Marie-France BELIN
Ex-employée des Chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire, en congés conversion.

8 Daniel BENARD
Ouvrier d'entretien à l'usine Renault de Flins (Yvelines).

9 Chantal CAUQUIL
Employée d'assurances AGF PARIS.

10 Désiré NOGRETTE
Ouvrier à Outillage Central Technique (OCT, ex-usine CHAUSSON) à Asnières (92).
Militant syndical.

11 Christiane HAUCHERE
Employée aux Chèques Postaux Orléans-La Source.
Militante syndicale.

12 Georges MILLOT
Employé de bureau à l'hôpital Beaujon Clichy (Hauts-de-Seine).
Porte-parole de la Coordination du Personnel de Santé pendant la grève de l'automne 1988.

13 Nelly MALATY
Ouvrière câbleuse à la COTEC Mérignac (Gironde).
Militante syndicale.

14 Bernard THIERRY
Ouvrier sidérurgiste à l'Unimétal Gandrange (Moselle).
Militant syndical.

15 Danièle HANRYON
Ouvrière à Alsthom Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis).
Militante syndicale.

16 Paul PALACIO
Ouvrier aux usines Renault Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine).

17 Nicole BAUDRIN
Sage-femme au Centre hospitalier de Lille.

18 Abdelkrim SAADANI
Ouvrier tourneur, intérimaire (Licencié de la CEPEM-Thomson) Orléans.

19 Michèle PERRONNET
Ouvrière à Rosières Saint-Florent-sur-Cher (Cher).
Militante syndicale.

20 Jean-Pierre TARDY
Ouvrier à Renault-Véhicules Industriels (RVI) Vénissieux (Rhône).

21 Josiane MAINVILLE
Infirmière au Centre hospitalier de Clermont-Ferrand.
Militante syndicale.

22 Jean-François MAS
Ouvrier métallurgiste à la SAFT Bordeaux.
Militant syndical.

23 Anne-Marie LAFLORENTIE
Employée à la Thomson Toulouse.

24 Jean-Louis GAILLARD
Ouvrier de l'industrie chimique Roussel-Uclaf, Romainville (Seine-Saint-Denis).
Militant syndical.

Ne laissez pas ceux qui ont bloqué les salaires, rogné les avantages sociaux et organisé l'insécurité de l'emploi, se servir de vos voix pour mener la même politique au niveau de l'Europe.
Choisissez d'envoyer au Parlement européen de véritables représentants des travailleurs.
Arlette Laguiller

Élections européennes

LUTTE OUVRIÈRE

AIDEZ-NOUS !

A ce jour, ce qui nous est parvenu centralement se monte à 20 210 F. C'est un très modeste début, mais nous savons que les listes de souscription circulent et qu'elles se remplissent. Elles passent actuellement de main en main, d'entreprise en entreprise, pour recueillir le soutien nécessaire.

Amis lecteurs, n'hésitez pas à apporter votre contribution en souscrivant auprès de nos camarades ou en écrivant au journal.

Pour souscrire : chèque bancaire à l'ordre de Lutte Ouvrière ou virements postaux à Lutte Ouvrière, CCP 31.175.86 W La Source, avec mention «souscription».

L'Europe
ne doit pas être celle du blocage des salaires, du chômage et des lois sociales amputées.

Ne donnez pas votre voix à ceux qui ont mené, ensemble ou séparément, cette politique depuis dix ans au gouvernement.

Votez pour de véritables représentants des travailleurs et des salariés

Votez pour la liste Arlette Laguiller

Employée au Crédit Lyonnais

25 Germaine BAUER
Employée de banque Crédit Lyonnais Paris.
Militante syndicale.

26 Raymond MADEC
Infirmier au Centre hospitalier de Rennes.
Militant syndical.

27 Danièle PECOUT
Employée aux Chèques Postaux Marseille.

28 Denis CARRAT
Ouvrier à ECIA (Ex-Peugeot Cycles) Beaulieu (Doubs).

29 Josiane DUBOIS
Employée à Alcatel-Vélizy (Yvelines).
Militante syndicale.

30 Martial COLLET
Ouvrier métallurgiste à Chaffoteaux Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord).
Militant syndical.

31 Marie-Christine PERNIN
Laborantine à l'hôpital Edouard-Herriot à Lyon.
Membre de la Coordination du Personnel de Santé pendant la grève de l'automne 1988.

32 Roland CALMEL
Ouvrier à Rhône-Poulenc Pont-de-Claix (Isère).
Militant syndical.

33 Annie SOUCHON
Employée à la Caisse d'Allocations Familiales Paris 19e.
Militante syndicale.

34 Liberto PLANA
Employé d'hypermarché Perpignan.
Militant syndical Conseiller aux Prud'hommes.

35 Catherine DUMON
Employée SNCF à Limoges.
Militante syndicale.

36 Yves THORAVAL
Technicien à la SNECMA Corbeil (Essonne).

37 Monique NIANG
Employée aux Chèques Postaux Dijon.

38 Serge FRANCESCHINA
Ouvrier chimiste à Rhône-Poulenc Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne).

39 Colette CORDAT
Infirmière au Centre hospitalier de Bourges.
Militante syndicale.

40 Michel DEBŒUF
Ouvrier métallurgiste à Leroy-Sommer Angoulême.
Militant syndical.

41 Annie RIEUPET
Employée aux Chèques Postaux Bourseul (Paris 15e).
Militante syndicale.

42 Patrice CRUNIL
Ouvrier à la SNECMA Gennevilliers (Hauts-de-Seine).
Militant syndical.

43 Christiane NIMSGERN
Aide-soignante au Centre hospitalier de Nancy-Brabois.
Militante syndicale.

Pour faire entendre la voix des travailleurs au Parlement européen,

Votez pour la liste Arlette Laguiller

44 Jean-Jacques PRODHOMME
Ouvrier à la ville de Tours.
Militant syndical.

45 Laurence BOULINIER
Employée d'assurances UAP Paris.
Militante syndicale.

46 Régis DEBLIQUI
Ouvrier de la chimie, chez Lever Haubourdin (Nord).

47 Gisèle LAPEYRE
Laborantine à l'hôpital Charles-Nicolle Rouen.
Militante syndicale.

48 Juan HEREDIAS
Ouvrier électromécanicien à la Régie Renault Cléon (Seine-Maritime).

49 Eliane MOUSTROU
Employée à la Sécurité sociale Paris 19e.
Militante syndicale.

50 Noël HENNEQUIN
Ouvrier ajusteur aux usines Peugeot-Sochaux.
Militant syndical.

51 Eliane LACAILLE
Secrétaire médicale à l'hôpital de Belfort.
Militante syndicale.

52 Jean-Paul MACE
Ouvrier à Chausson Gennevilliers (Hauts-de-Seine).
Militant syndical.

53 Michelle LOUX
Aide-chimiste à Roussel-Uclaf Romainville (Seine-Saint-Denis).
Militante syndicale.

54 Michel BRETON
Agent technique à Alcatel-Radiotéléphone Colombes (Hauts-de-Seine),
Militant syndical.

55 Pierrette MORINAUD
Enseignante à Strasbourg.

56 Jean-Pierre CUSEY
Ouvrier électricien à l'usine Peugeot Dijon.
Militant syndical.

57 Claudine ROUSSIE
Infirmière à l'hôpital Esquirol Limoges.
Militante syndicale.

58 Jean-Jacques LACARRERE
Postier Centre de Tri Paris-PLM.
Militant syndical.

59 Armonia BORDES
Employée à Roussel-Uclaf Romainville (Seine-Saint-Denis).
Militante syndicale Membre du Conseil des Prud'hommes.

60 Patrice GOUJON
Enseignant Le Havre.

61 Madeleine LACROIX
Employée aux Chèques Postaux Montparnasse Paris 15e.
Militante syndicale.

62 André MOULIN
Employé à CLECIM Saint-Chamond (Loire).
Militant syndical.

63 Mireille LAMBERT
Infirmière à l'hôpital Beaujon Clichy (Hauts-de-Seine).

64 Daniel LIOUBOWNY
Ouvrier à la SNECMA Villaroche (Seine-et-Marne).
Militant syndical.

65 Laurence VIGUIE
Employée de bureau à la Régie Renault Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine).

66 Dominique GEINDREAU
Cheminot Triage de Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne).
Militant syndical.

67 Paule LAURON
Employée de bureau au Groupe Malakoff Saint-Quentin-en-Yvelines (Yvelines).
Militante syndicale.

68 Jean-Claude GRIFFOUL
Ouvrier à la RATP Paris 18e.
Militant syndical.

69 Marie-France ROCHE
Aide-soignante à l'hôpital Saint-Jacques Besançon (Doubs).
Militante syndicale.

70 Gilles BARRAULT
Ajusteur à l'usine Michelin de Cholet (Maine-et-Loire).
Militant syndical.

71 Christiane DUPREY
Secrétaire à Renault
Siège social Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine).

72 Georges MESTRES
Technicien à Jeumont-Schneider Lyon.
Militant syndical.

73 Monique BONHOMME
Ouvrière en bonneterie à Troyes (Aube).
Militante syndicale.

74 Maurice CHAYNES
Ingénieur Télécom Montpellier (Hérault).

75 Michèle PUEL
Technicienne à l'Aérospatiale Toulouse.

76 Jean-Claude GARAULT
Ouvrier électromécanicien à Citroën Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis).

77 Marie-Adélaïde DOUBLET
Infirmière au Centre hospitalier Sainte-Anne Paris.
Militante syndicale.

78 Christian LECAT
Ouvrier à Air-France Orly.
Militant syndical.

79 Danielle RICHE
Technicienne-chimiste au Centre de Recherches de Rhône-Poulenc Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne).
Militante syndicale.

80 Pierre BISSEY
Enseignant à La Chapelle-Saint-Luc (Aube).
Militant syndical.

81 Françoise BRUNET
Secrétaire à la RNUR Boulogne-Billancourt (Haut-de-Seine).

Vient de paraître :

LUTTE DE CLASSE N° 24

Au sommaire :

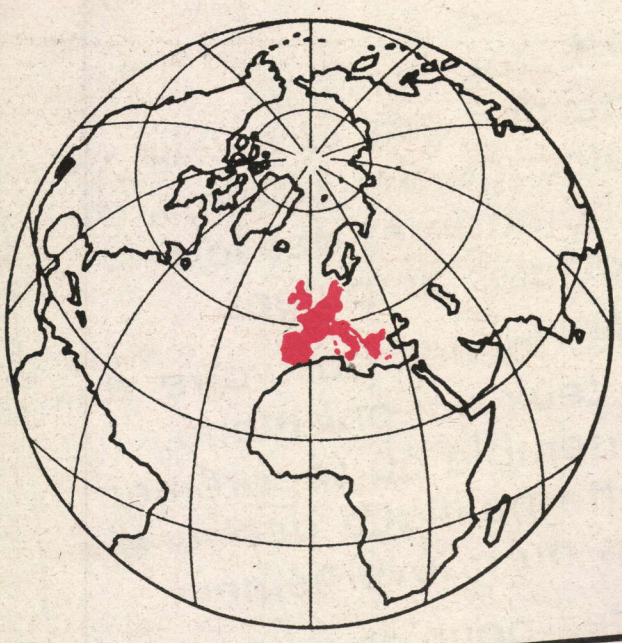
Vive l'Europe des travailleurs unis contre leurs exploiteurs !
Italie : le Parti Communiste en quête d'un «nouveau cours».
Grande-Bretagne : derrière la prétendue prospérité économique.
Etats-Unis : une campagne électorale ouvrière dans le Michigan.

Vient de paraître :

L'EUROPE UNIE, UNE NECESSITE, MAIS UNE IMPOSSIBILITE SOUS LE CAPITALISME

Cette brochure, contenant l'exposé du *Cercle Léon Trotsky* tenu à la Mutualité, à Paris, le 28 avril dernier, est disponible.

Envoi contre 12 F en timbres.



Une Europe cloisonnée, divisée et bien petite à l'échelle du monde.

Mitterrand se dit pour l'Europe mais défend le budget militaire français

Mitterrand passe pour être, parmi les gouvernants des douze pays du Marché commun, l'un des plus chauds partisans de l'union européenne. Pas plus tard que la semaine dernière, lors de sa conférence de presse, il a pu dans le même souffle répéter ses professions de foi pour une union politique européenne et affirmer que toute son action visait à ce que la France garde son rang, comme il dit. Il a pu prôner de nouveaux pas vers l'intégration européenne et prendre l'engagement de veiller à ce que le budget militaire français garantisse que tous les programmes en armements divers – porte-avions nucléaire, sous-marin nucléaire, lance-engins dits de la nouvelle génération, avions, missiles, chars, etc. (il n'a rien oublié) – soient bien réalisés afin que, comme il l'a dit quasi naïvement, l'industrie française ne *«soit pas lésée»*. Et si le rythme de croissance du budget de l'armée sera très légèrement réduit pour les années à venir, il continuera de croître tout de même.

Joignant le reste à la parole pour que tout soit bien clair, Mitterrand est allé dans la foulée rendre visite à Bush aux Etats-Unis, pour faire pression, ensemble, sur le gouvernement allemand, qui fait mine aujourd'hui d'être particulièrement sensible aux propositions de désarmement de Gorbatchev.

Voilà, au-delà des déclarations d'intention, la véritable politique de celui qui passe pour le plus européen des chefs d'Etat : d'abord et avant tout la protection des intérêts et des profits des marchands de canons nationaux.

Comment croire que de tels politiciens vont faire l'Europe ?

Giscard, Chirac, Fabius et les autres défendent l'Europe comme ils ont gouverné en France

Ce qui inquiète les couches populaires et les travailleurs, c'est de voir tous ces politiciens qu'ils connaissent bien, essayer de leur vendre l'Europe. Pratiquement tout le monde est pro-européen, aujourd'hui en France, du RPR au Parti Socialiste, de Chirac à Fabius en passant par les centristes de tout poil, et dans le reste de l'Europe, du conservateur Helmut Kohl au socialiste Gonzalez.

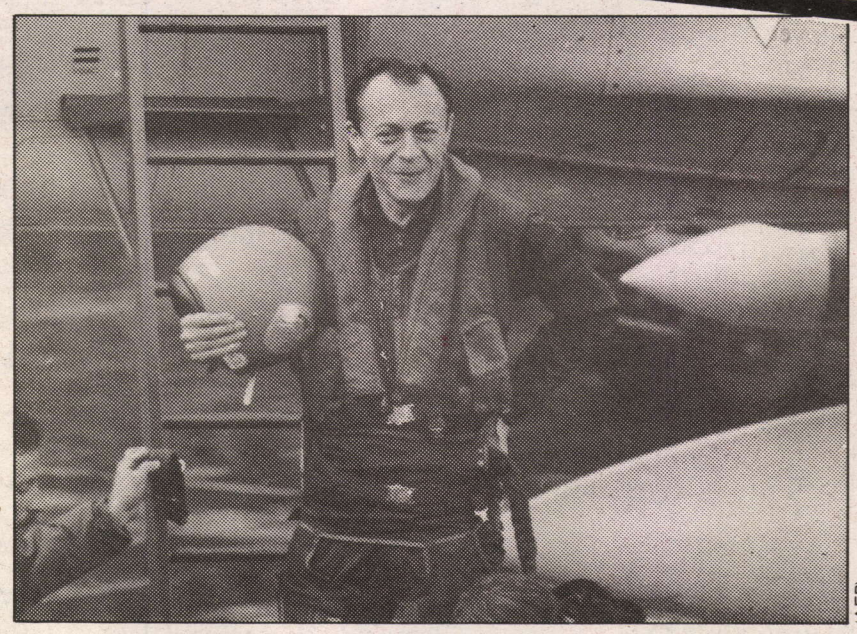
Ainsi, l'énorme majorité de ceux qui ont gouverné depuis quinze ans en Europe et, en tout cas, tous ceux qui l'ont fait en France se présentent aujourd'hui comme des partisans plus ou moins enthousiastes de l'Europe.

Comment les travailleurs ne s'inquièteraient-ils pas en entendant que Giscard d'Estaing, Chirac, Simone Veil et Mitterrand semblent tout d'un coup d'accord ? Comment ne pourraient-ils pas se demander quel nouveau mauvais coup leur prépare cette unanimité de tous ceux qui, depuis deux décennies, ont été au gouvernement les responsables d'une politique qui a visé à faire payer la crise à la classe ouvrière, qui a laissé créer des millions de chômeurs, qui a abaissé le niveau de vie de millions de travailleurs ?

Comment pourraient-ils croire à autre chose qu'une nouvelle fourberie, quand ils entendent un Rocard assurer que les socialistes français sont engagés à faire l'Europe sociale ? Ainsi, les Rocard, Fabius et Mitterrand feraient l'Europe sociale quand, depuis huit ans en France, leur gouvernement a bloqué les salaires, réduit les protections sociales, diminué les droits des chômeurs au fur et à mesure que leur nombre augmentait ?

On comprend qu'avec de tels défenseurs, l'Europe n'a plus besoin de détracteurs pour amener les travailleurs à se méfier d'elle.

Mais tous ces gens quand ils se prétendent pro-européens sont des imposteurs.



(AFP)

Mitterrand envoie Rocard surveiller les frontières à bord d'un Mirage 2000.

La bourgeoisie est bien incapable de faire l'Europe, quels que soient son envie et parfois ses intérêts

Chacune des bourgeoisies nationales, et la française la toute première, a trop besoin de son propre Etat. Celui-ci lui sert depuis trop longtemps de béquille économique. Les subventions, les commandes et les protections de toutes sortes qu'elle en reçoit contre ses concurrentes étrangères sont trop vitales pour qu'elle accepte de risquer la grande aventure que serait la suppression de cet Etat national et son remplacement par un Etat européen.

La bourgeoisie, et sans doute tout particulièrement la bourgeoisie européenne, est une classe vieillie, conservatrice et réactionnaire par toutes les fibres de son être, accrochée comme les vieillards peuvent l'être aux garanties et assurances qu'elle s'est laborieusement construites et craignant comme la mort de les lâcher. Et ces garanties et assurances, c'est son Etat national.

L'Europe, avec tout ce que cela peut vouloir dire de bouleversements et de vieilleries à anéantir, c'est une classe nouvelle, jeune, qui peut la faire. L'Europe ne peut qu'être l'œuvre de la classe ouvrière. Les Etats-Unis d'Europe seront socialistes ou ne seront pas.

Mais alors ils ne seront que le premier pas vers les Etats-Unis socialistes du monde.

Les intérêts de la classe ouvrière européenne ne sont pas opposés à ceux des prolétaires du reste du monde. Et ce n'est pas seulement à l'échelle de l'Europe, c'est à celle du monde entier que les frontières et les Etats nationaux sont aujourd'hui une entrave au développement de l'économie, comme de la société.

Bien sûr, les bourgeois et les patrons tentent d'utiliser ce qu'ils appellent l'Europe pour imposer une exploitation accrue aux travailleurs. Partout, sous prétexte de faire face à une concurrence prétendument renouvelée dans le cadre du Marché commun, ce n'est qu'appels à l'effort et à l'acceptation des conditions de travail et de vie aggravées.

Mais qu'est-ce qui n'est pas pour les patrons prétexte à justifier l'exploitation ? La concurrence au sein du Marché commun n'est utilisée que comme l'est aussi la concurrence hors du Marché commun, celle des Américains, celle des Japonais. Les patrons prennent même pour prétexte la concurrence de ce qu'ils appellent les nouveaux pays en développement, c'est-à-dire de ces pays, de la Corée à Singapour, où les industriels européens eux-mêmes vont investir pour profiter d'une main-d'œuvre à bon marché. Ainsi, ils n'hésitent pas à demander aux travailleurs européens de les aider à lutter contre la concurrence... qu'ils se créent à eux-mêmes.

L'avenir de la classe ouvrière de France et d'Europe, y compris sa fraction immigrée, dépend d'elle-même

Tout cela, c'est un jeu qui dure depuis bien longtemps déjà, qui a commencé en fait avec le capitalisme. Le Marché commun ne change pas vraiment les données de la situation. Et il ne change pas beaucoup non plus les discours des patrons.

Mais l'avenir ne dépend pas des discours, même pas de ceux des patrons ou des bourgeois. Marché commun ou pas, Acte unique ou pas, l'avenir de la classe ouvrière de France et d'Europe, y compris sa fraction immigrée, dépend d'elle-même. L'avenir, y compris le futur immédiat, sera ce que les salariés en feront.

La classe ouvrière garde son potentiel de lutte

Des luttes, ces dix dernières années, malgré la crise et le chômage qui paralysaient la classe ouvrière, il y en a eu. Elles se sont même accrues dans les deux dernières années. En France même, on a vu de grandes grèves, celles des cheminots il y a deux ans, des infirmières il y a quelques mois, mais aussi des centaines d'autres mouvements qui furent peut-être moins spectaculaires et moins médiatiques comme l'on dit (simplement parce que les médias en parlent moins). Ils n'en démontrent pas moins que la classe ouvrière est bien toujours là, avec son potentiel intact et qu'il n'en faut pas beaucoup pour qu'elle retrouve toute sa combativité. Et des mouvements similaires, la plupart des autres pays d'Europe en ont connu : la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Espagne où une grève générale il y a peu a secoué le pays et ébranlé un gouvernement soi-disant socialiste, semblable à celui que nous avons ici, et qui, comme ici, entend imposer l'austérité aux travailleurs.

Certes, ces dernières années il n'y a eu nulle part en Europe un mouvement profond semblable à ceux que la France a connus en Juin 1936 et en Mai 1968. Mais partout la preuve a été donnée que la classe ouvrière a gardé intacts sa force et son potentiel de lutte. Et partout aussi la bourgeoisie et ses gouvernements craignent cette classe ouvrière.

C'est ce qui fonde notre optimisme.

(Lounès/Gamma)

MEETINGS de la liste LUTTE OUVRIÈRE avec Arlette LAGUILLER

LIMOGES
Vendredi 26 mai à 20 h 30,
salle annexe Blanqui (derrière la mairie).

DOUAI
Samedi 27 mai à 15 h,
salle de la mairie.

COMPIEGNE
Dimanche 28 mai à 18 h,
salle de la Maison des Syndicats, 5, rue Hippolyte Bottier.

MARSEILLE
Lundi 29 mai à 20 h,
salle de l'Alhambra, boulevard Chave (Tramway 68).

LE HAVRE
Mardi 30 mai à 20 h 30,
salle François 1er.

RENNES
Mercredi 31 mai à 20 h 30,
salle de la Cité, 10 rue Saint-Louis.

NANTES
Jeudi 1er juin à 20 h 30,
salle de la Manu, 10 bis, boulevard de Stalingrad.

LE MANS
Vendredi 2 juin à 20 h 30,
Palais des Congrès et de la Culture, rue d'Arcole, salle B.

REIMS
Samedi 3 juin à 18 h,
salle Saint-Marcoul, 31 bis, rue Brûlée.

DIJON
Dimanche 4 juin à 20 h 30,
Palais des Congrès, place du 27e R.I.

CLERMONT-FERRAND
Mardi 6 juin à 20 h 30,
salle Gaillard.

NANCY
Jeudi 8 juin à 20 h 30,
Palais des Congrès (Centre Saint-Sébastien).

STRASBOURG
Vendredi 9 juin à 20 h 30,
salle de la Bourse, place De Lattre de Tassigny.

LYON
Mardi 13 juin à 18 h 30,
mairie du 6e arrondissement, rue de Sèze.

MONTPELLIER
Mercredi 14 juin à 20 h 30,
Maison des Syndicats, rue Léon-Blum, Antigone.

TOULOUSE
Jeudi 15 juin à 20 h 30,
salle municipale, 22, allée de Barcelone.

BORDEAUX
Vendredi 16 juin.

PARIS

Dimanche 11 juin à 15 h,

Au ZENITH, Porte de Pantin.

Première étape de la tournée d'Arlette LAGUILLER en province :

ORLÉANS, le 24 mai

C'est devant 250 personnes, un public populaire où se remarquaient de nombreux jeunes, qu'Arlette Laguiller a inauguré la tournée de ses meetings de province, à Orléans.

Christiane Hauchère, employée des Chèques Postaux à La Source, présidait cette réunion aux côtés d'Abdelkrim Saadani, actuellement intérimaire victime d'un licenciement à la CEPEM où il travaillait.

Le débat qui suivit l'intervention d'Arlette, animé et fraternel, porta sur différents problèmes dont la laïcité, l'objection de conscience et bien entendu celui des armements et les différents problèmes qui se posent à la classe ouvrière.

Arlette LAGUILLER aux étudiants de la faculté de JUSSIEU :

Le premier meeting de la campagne électorale d'Arlette LAGUILLER pour la liste LUTTE OUVRIERE s'est tenu avec succès mercredi 24 mai à la faculté de Jussieu, à Paris, avec quelque quatre cents étudiants. Voici quelques extraits de l'intervention de notre camarade :

« Dans le passé, lorsque les étudiants entrèrent dans le combat politique ou social, ils ont pu être même à l'origine de luttes des exploités et de la classe ouvrière, leur détonateur.

Quand les étudiants, parce qu'ils sont aussi la jeunesse de la société, oublient leurs intérêts mesquins et corporatifs d'étudiants, poussent de côté la préoccupation de leur avenir individuel pour se préoccuper de celui de la société tout entière et interviennent dans l'arène politique et sociale, ils peuvent jouer un rôle de premier plan dans les combats pour changer cette société.

Oh, ils ne peuvent la changer à eux seuls. Mais ils peuvent servir d'exemple aux classes opprimées et en particulier à la classe ouvrière, les entraîner et ainsi être les initiateurs de la lutte de classe, et pourquoi pas, de la révolution sociale.

En mai 1968, ici même, en France, cela n'alla pas jusque-là. Mais ce fut quand même la révolte étudiante qui entraîna la plus grande grève générale que ce pays ait jamais connue et qui fit reculer et vaciller d'une façon décisive le régime dit fort de De Gaulle.

Aujourd'hui même, en Chine, nous assistons peut-être au début d'un bouleversement qui pourrait avoir des répercussion sur le monde entier. Il suffit d'ailleurs pour s'en convaincre de voir avec quelle prudence les grands de ce monde, de Bush à Gorbatchev, en passant par Mitterrand, commentent les événements de Pékin.

Personne ne peut dire, certes, quelle direction ces événements vont prendre. Personne en particulier ne peut dire si les étudiants chinois seront capables d'entraîner les masses chinoises et la classe ouvrière, bien que déjà, selon les informations qui nous parviennent, il semble que certains le cherchent.

Et personne ne peut dire si cette classe ouvrière est prête à son tour à prendre les choses en main, balayer le régime actuel et s'emparer du pouvoir.

Mais ce serait la condition pour que le formidable soulèvement de la jeunesse chinoise, quelles que soient les péripéties encore à venir, ne se termine pas dans la désillusion et par le simple remplacement d'un gouvernement par un autre, d'une oppression par une autre.

(...) L'ironie de l'Histoire veut que pendant que se produisent, en Chine et en URSS aussi, des événements énormes – et qui sont énormes parce que ces pays sont immenses – ici, ce qui est à l'ordre du jour, c'est une discussion pour savoir si l'unité de l'Europe serait finalement une bonne chose ou pas. (...)

L'Europe, les frontières et la culture...

Frontières et Etats nationaux sont aussi des entraves au développement de quelque chose qui doit vous toucher tout particulièrement en tant qu'étudiants : la culture. Car on entend aussi quelquefois des gens s'opposer à l'Europe au nom de la culture française, ou même maintenant au reste du monde au nom de la culture européenne.

Mais toute frontière, toute barrière est l'ennemi de la culture. Le développement de celle-ci exige au contraire la libre circulation des idées, la possibilité de connaître les œuvres et les découvertes du monde entier. Certes, il ne suffirait pas que les frontières tombent dans un monde qui resterait capitaliste, en admettant même que ce fût possible, pour que la culture prenne un nouvel essor. Elle resterait toujours dominée et entravée par la recherche prioritaire du profit.

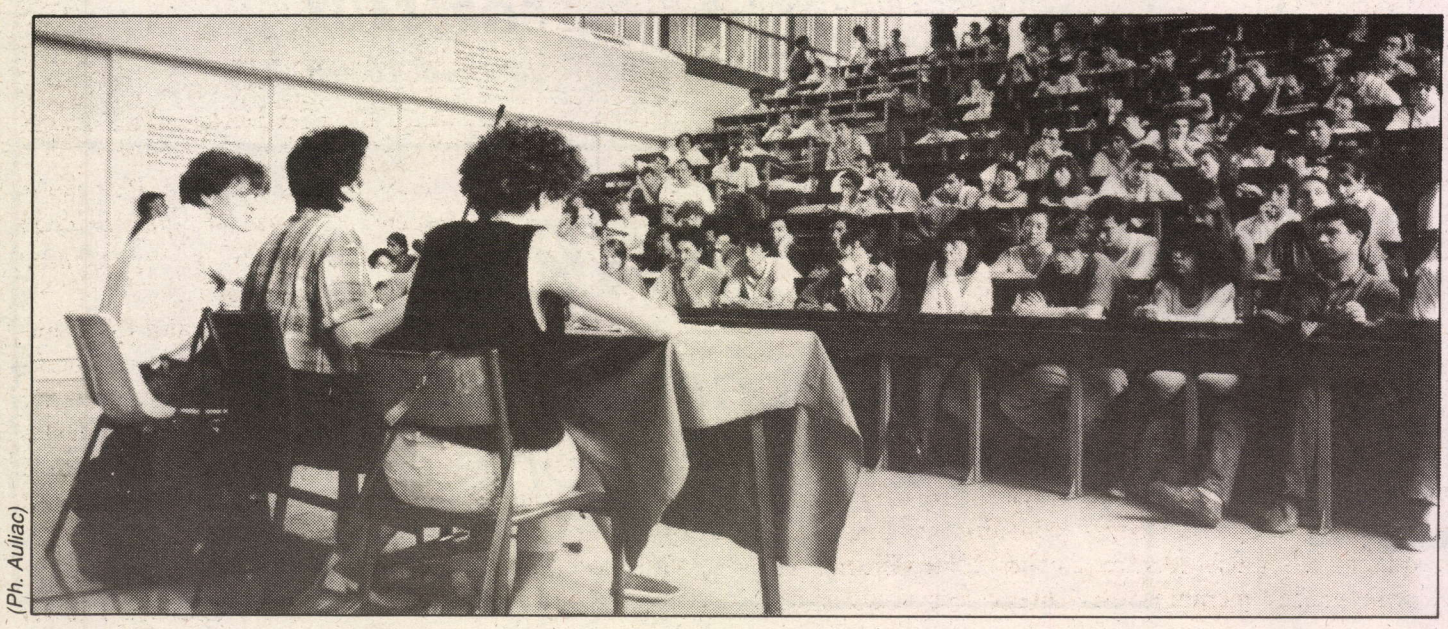
Mais ce n'est tout de même pas parce que l'argent est le principal obstacle à la culture qu'il faut réclamer le maintien d'entraves supplémentaires.

Des raisons d'être optimistes

(...) Aujourd'hui, des luttes de masses reprennent dans le monde, y compris dans des pays, la Chine, l'URSS, où ces masses semblaient anéanties, leur force définitivement émiettée sous une chape étatique écrasante. Dorénavant, les exploitateurs des pays occidentaux pourront plus difficilement agiter l'épouvantail de l'autre camp. La population de celui-ci n'est plus une masse énorme et indistincte sous l'emprise complète de la dictature. Elle est faite aussi de classes sociales qui ont les mêmes intérêts que leurs homologues ici, et qui se battent autant, plus même aujourd'hui que celles d'ici.

Mai 1968 avait eu des répercussions quasi immédiates dans toute l'Europe, non seulement dans toutes les universités, mais aussi dans la classe ouvrière. Vingt ans plus tard, alors que c'est la bourgeoisie elle-même qui essaie de convaincre que les frontières de cette Europe sont dépassées, un mouvement semblable dans un pays quelconque de la Communauté aurait quasi immanquablement toutes les chances de s'étendre dans celle-ci, encore plus vite et plus profondément. Et du coup d'aller bien plus loin.

Oui, décidément, nous n'avons, nous travailleurs, vous n'avez vous-mêmes, étudiants, aucune raison de craindre l'idée de l'Europe, et de ne pas être résolument internationalistes... »



(Ph. Auliac)

FÊTE de Lutte Ouvrière à BOURGES

Dimanche 4 juin de 10 h à 20 h

Jardin des Prés-Fichaux

Dans le cadre de la fête, meeting de soutien à la liste «Lutte Ouvrière» pour les élections européennes, avec les candidats locaux.

Espagne

HUILES FRELATÉES, JUSTICE POURRIE

Assassins», «Justice», «C'est une honte !». C'est par ces cris qu'a été accueilli le verdict prononcé en conclusion du procès des responsables de la commercialisation des huiles frelatées qui, en Espagne, ont fait après mai 1981 de 650 à 750 morts et 25 000 victimes souffrant des séquelles de cet empoisonnement. Le procès commencé en mars 1987, prolongé jusqu'en juin 1988, a nécessité un temps de délibération du tribunal de près d'un an.

L'indignation que le verdict a provoquée tient à ce que, sur 37 accusés, tous des industriels, 24 ont été acquittés, 13 ont été condamnés à des peines de 6 mois à 20 ans de réclusion. Et seulement deux resteront en prison après le jugement : il s'agit de l'importateur, qui a procuré cette huile de colza industrielle «marquée» à l'aniline pour qu'elle ne puisse être consommée, qui a été condamné à 20 ans, et du chef de la société qui a commercialisé le produit, condamné, lui, à 12 ans. Quant aux autres, leurs condamnations sont couvertes par la préventive et par le jeu des remises de peine.

Alors que le tribunal a formellement reconnu que la cause des empoisonnements était bien l'huile de colza industrielle en question, que le maquillage du goût de l'aniline en avait encore accentué la toxicité et rendu plus dramatiques les conséquences pour ceux qui en avaient consommé, il s'est refusé à retenir contre les responsables l'accusation *«d'homicide involontaire»*, se contentant de celle *«d'imprudence professionnelle téméraire»*, et de *«délit contre la santé publique»*. Et alors que le ministère public avait requis plusieurs milliers d'années de prison, il n'a pas été entendu par les juges.

Par ailleurs, les indemnisations auxquelles les accusés ont été condamnés ne seront probablement jamais payées aux victimes, les auteurs des délits étant insolvables et les pouvoirs publics blanchis de toute responsabilité civile.

Comble de cynisme, face aux quelques centaines de victimes qui étaient venues écouter les résultats du jugement et qui, indignées, ont manifesté leur colère devant le tribunal, la police a fait usage de grenades lacrymogènes, et même, si l'on en croit *Le Figaro* du 22 mai, de balles en caoutchouc !

Ainsi il aura été prouvé que des industriels peuvent pour leur profit assassiner à grande échelle, porter atteinte à l'intégrité de milliers de personnes, sans même courir le risque d'être condamnés aussi sévèrement que d'autres pourraient l'être pour une simple atteinte à la propriété.

L. G.

Le secrétaire général du PC Italien à Washington :

COMMUNISTE, VOUS VOULEZ DIRE «LIBÉRAL» ?

Achille Occhetto réfléchit : «Communiste, moi ? Jamais»

«En Amérique, le mot «libéral» a un sens très proche de ce qu'en Europe on appelle la gauche. Ainsi, aux Etats-Unis, pour parler du Parti Communiste Italien on pourrait dire un «parti italien libéral»... **Voilà l'une des formules trouvées par Occhetto, secrétaire général du Parti Communiste Italien en visite à Washington du 15 au 21 mai, pour présenter son parti ! Car ce n'est évidemment pas à la classe ouvrière américaine qu'il s'adressait mais au secrétaire général de l'ONU, à David Rockefeller et autres personnalités qu'il voulait convaincre que l'étiquette «communiste» du parti n'est plus qu'un malencontreux détail de vocabulaire...**

Le 18e congrès du Parti Communiste Italien s'est terminé il y a à peine quelques semaines. Son secrétaire général fait maintenant la promotion de son «nouveau cours» politique qui n'a vraiment rien de nouveau, mais qui est censé ouvrir enfin au Parti Communiste Italien la voie des ministères. Et voilà pourquoi, les temps changent, ce n'est plus à Moscou mais à Washington que les dirigeants du PC italien vont chercher une caution !

Il s'agit pour eux de convaincre les dirigeants américains qu'il n'y a plus lieu d'opposer un veto à une participation gouvernementale du PC en Italie. Pour la bourgeoisie italienne, les avis émis par les dirigeants des Etats-Unis comptent en effet beaucoup et, au moment où une nouvelle crise gouvernementale vient de s'ouvrir à Rome, Occhetto voudrait bien pouvoir faire valoir ses chances en arguant d'un bon accueil reçu aux Etats-Unis.

Occhetto s'est en tout cas déclaré satisfait à la fin de son voyage. Il a serré des mains, échangé des sourires et des propos sur *«l'absence de volonté en Europe de se dissocier de l'alliance avec les Etats-Unis»* ; il s'est déclaré fervent partisan de la présence de l'Italie dans l'OTAN ; il a été introduit dans le très fermé Conseil des affaires étrangères où il s'est entretenu avec d'ex-secrétaires d'Etat, des banquiers, des chefs d'entreprise et des membres du Congrès américain. Certes, David Rockefeller n'a fait que s'entretenir avec lui alors que peu auparavant le même milliardaire avait invité à déjeuner Bettino Craxi, secrétaire du Parti Socialiste Italien, lui aussi en visite aux Etats-Unis... Mais il n'empêche, le secrétaire du PCI a pu expliciter ses idées et ce profil «libéral», qui serait désormais celui du PCI, à l'aide de quelques formules du type *«le communisme en tant que modèle n'a pour nous aucun attrait»*, ou bien *«nous travaillons pour réformer notre société»*, ou encore *«notre méthode d'action est la méthode réformiste»*.

Occhetto a dû être assez convaincant puisque, au cours d'un déjeuner avec divers responsables de la CIA, il s'est attiré leurs compliments pour avoir été *«l'un des rares hommes politiques a avoir levé son verre à l'actuel président»* américain Bush. De même, Occhetto a probablement accueilli avec plaisir la réflexion de ce leader du Parti Démocrate américain expliquant : *«réunissez cinq politiciens italiens autour d'une table et laissez-les parler de politique. Bien malin l'Américain qui pourrait identifier le représentant communiste»*...

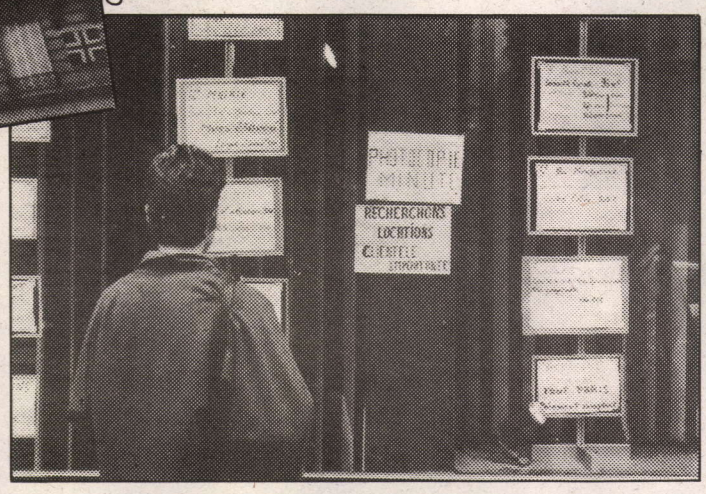
Et bien malin qui pourrait dire, dans ces conditions, en quoi la présence de ministres communistes au gouvernement de l'Italie changerait quoi que ce soit pour les travailleurs de ce pays !

Lucienne PLAIN

La modification de la loi Méhaignerie :

LES PROPRIÉTAIRES PEUVENT DORMIR TRANQUILLES

GAMMA



Une nouvelle fois, la loi Méhaignerie sur le logement a été mise en discussion à l'Assemblée nationale. Le projet déposé par le ministre en place du Logement, Louis Besson, est sorti modifié de la palabre parlementaire de la nuit du 23 au 24 mai. La mesure votée par les députés socialistes, contre l'avis du ministre, consiste à donner au gouvernement la possibilité de bloquer par décret les hausses de loyers qui seraient considérés comme abusives.

Le gouvernement, ministre du Logement en tête, qui n'a nullement l'intention d'intervenir contre les propriétaires, n'en demandait pas tant. Il s'est contenté jusqu'à présent d'aménagements mineurs à la loi Méhaignerie, malgré l'emballement des loyers que celle-ci a permis, et son projet ne témoignait d'aucune intention de changer de cap. Quant à la possibilité d'agir par décret pour bloquer les loyers que les députés socialistes viennent de lui donner, encore faudrait-il qu'il s'en serve. Mais les députés socialistes se sont offert à bon compte un petit coup de publicité qu'ils n'estiment pas inutile dans le contexte électoral actuel mais qui présente surtout l'avantage de paraître très radical sans rien changer ou presque au contenu de la loi.

Il est en effet précisé que, par décret, le gouvernement ne pourra intervenir pour encadrer l'évolution des loyers que de façon très limitée, dans le temps comme géographiquement. Mais surtout, après comme avant le vote à l'Assemblée, le mécanisme des hausses des loyers restera identique tout comme les durées de bail. Le texte adopté laisse les loyers libres pour les appartements neufs ou rénovés et maintient le bail à trois ans pour un particulier (en revanche, il le porte à six ans pour une société !), deux des mesures les plus lourdes pour les locataires sans parler de la définition des «références incontestables» qui doivent être soi-disant avancées par les propriétaires pour augmenter les loyers des appartements anciens.

Les propriétaires, tout comme les administrateurs de biens, agents immobiliers et autres constructeurs ou spéculateurs du bâtiment savent d'ailleurs à quoi s'en tenir sur la conclusion du débat parlementaire : autant l'arrivée en discussion du projet à l'Assemblée les a fait donner de la voix pour hurler qu'on les étranglait, autant ils se sont rapidement calmés pour devenir curieusement silencieux depuis le vote. Ils savent bien sûr n'avoir rien à craindre de ce gouvernement qui ne manque pas de moyens mais de volonté politique de s'en prendre à eux.

Et il est vrai qu'en matière de hausses abusives, les locataires en subiront encore bien d'autres s'ils comptent sur les députés socialistes ou le gouvernement Rocard pour limer les dents longues des propriétaires.

Lucienne PLAIN

La nouvelle loi sur les licenciements économiques concoctée par J.P. Soisson, ministre du Travail, discutée dans un premier temps par les organisations syndicales (sauf la CGT) et les organisations patronales, est, au moment où nous écrivons, en discussion encore devant l'Assemblée.

Le projet de loi sur les licenciements économiques :

ROCARD ET SOISSON DÉFENDENT LES DROITS... DES PATRONS LICENCIEURS !

Jean-Pierre Soisson, avant le débat parlementaire, avait réussi à obtenir un nouvel accord entre ce que l'on nomme les «partenaires sociaux» – la CGT toujours exclue – sur les «congés conversion». Il comportait la possibilité, lorsqu'on est licencié économique, de suivre ce qui est nommé une formation, payée à la fois par l'Etat, l'UNEDIC, et les patrons. La période de ces «congés-formation» passait selon l'accord de cinq mois à six mois, et le financement supplémentaire en revenait davantage à l'Etat et à l'UNEDIC qu'aux patrons eux-mêmes. L'année passée, en 1988, 25 000 licenciés avaient utilisé cette possibilité, et le ministère du Travail attend pour l'année à venir, compte tenu de la réforme, un doublement soit 50 000 personnes. C'est toujours une minorité de ces licenciés dits «économiques», et la modification des congés conversion n'est donc qu'un détail. Elle a cependant l'avantage pour le gouvernement, avant la discussion parlementaire, d'insister sur l'accord des «partenaires sociaux» concernant les projets de Soisson.

Quant au reste de la loi, en dehors de l'extension des «congés-conversion» aux petites entreprises et leur allongement, on peut la résumer en quelques grandes lignes : elle essaie de limiter les licenciements des plus de 55 ans en imposant aux patrons de payer trois mois d'indemnités à l'UNEDIC. Alors que le travailleur jeté à la rue à cet âge-là est pratiquement certain de ne pas retrouver de travail jusqu'à l'âge de la retraite, c'est-à-dire qu'il sera pendant cinq ans à la charge de l'assurance chômage et de l'Etat avec des revenus diminués, ce n'est pas cher payé pour les licencieurs !

De la même façon, le projet prévoit une priorité d'embauche pendant un an pour les salariés licenciés, priorité qui, si elle n'est pas respectée, peut donner lieu à une indemnité... égale à deux mois de salaire. Et encore, à condition de faire valoir ses droits, c'est-à-dire dans bien des cas à avoir recours à un tribunal de Prud'hommes.

La loi prévoit encore un «renforcement de la concertation», c'est-à-dire pour l'essentiel un allongement des délais de discussion au comité d'entreprise d'une semaine, et quelques modalités de discussion avec des représentants de l'administration pour les cas où il n'y a pas de comité d'entreprise ou d'organisations syndicales.

Enfin, le nouveau texte définit juridiquement la notion de «licenciement économique», et laisse au patron la charge de la preuve au cas où le travailleur mettrait en doute le caractère du licenciement devant un tribunal.

Toutes ces mesures sont en réalité plus faites pour protéger les patrons d'une colère éventuelle des travailleurs en cas de licenciements collectifs, que pour protéger réellement les salariés. Certes elles pourraient mettre quelques petits obstacles sur le chemin des patrons licencieurs, mais les facilités de contournement et les faibles pénalités encourues sont telles que les organisations patronales, même en ronchonnant et en proclamant que cette loi n'était pas nécessaire, ont fini par y souscrire. D'autant plus volontiers que le ministre du Travail et le gouvernement ont bien précisé qu'il n'était pas question de remettre en vigueur l'autorisation administrative préalable – qui freinait déjà si peu les licenciements –, supprimée il y a deux ans par le gouvernement Chirac.

C'est bien pourquoi les partis de droite eux-mêmes, au début de la discussion parlementaire, ont montré qu'ils n'étaient pas vraiment hostiles au projet Soisson. Le RPR annonçait que si la loi n'était pas amendée, il s'abstiendrait, et l'UDF envisageait même la possibilité de la voter dans les mêmes conditions. Rocard et Soisson qui n'avaient à affronter qu'un vote négatif du Parti Communiste – il réclame le rétablissement de l'autorisation administrative, comme la CGT – n'auraient pas besoin d'utiliser l'article 49-3 pour faire passer la loi.

Mais paradoxalement, le gouvernement risque de ne pas avoir de majorité, car les députés socialistes – campagne électorale oblige – ont déposé 98 amendements, destinés à rendre la loi Soisson un peu plus restrictive à l'égard des patrons licencieurs. S'ils persistent, il resterait au gouvernement, s'il ne veut se plier ni aux corrections des amendements socialistes, ni utiliser l'article 49-3, à recourir à la procédure du vote bloqué pour faire passer la loi telle que.

Comme on le voit, ce ne sont pas les possibilités de tourner autour du pot qui manquent, lorsqu'il s'agit de ménager les privilèges des patrons licencieurs. Les seules véritables limites, ce sera encore et toujours, la lutte des travailleurs qui les mettra.

Louis GUILBERT

43e congrès de la CGT

(AFP)

Henri Krasucki entouré des «10 de Billancourt».
Si la CGT n'avait pas accepté en 1984 les licenciements à Talbot, quand le PCF participait au gouvernement, il aurait été sans doute moins facile à Renault de licencier massivement à son tour...

LES RAISONS DE LA "DÉSYNDICALISATION"

Le 43e congrès de la CGT devait se clore le vendredi 26 mai après six jours de délibérations auxquelles participaient 1000 délégués. Il y aura été discuté bien entendu de l'Europe et des prochaines élections, mais l'accent aura surtout été mis sur le problème de la «désyndicalisation» et des effectifs, et sur les rapports entre le syndicat et les travailleurs dans la période actuelle.

Si la CGT ne recule pas spécialement dans les élections professionnelles (elle avait recueilli 36,45 % aux dernières élections prud'homales en 1987, soit 0,5 % en moins qu'aux précédentes), son recul au niveau des militants et des adhérents est, de l'avis même de son secrétaire général Henri Krasucki, alarmant : *«Le nombre actuel des adhérents de la CGT, publié à l'occasion de ce congrès, ne peut pas nous laisser tranquilles»*, a-t-il dit dans son rapport d'ouverture. Certes le problème n'est pas propre à la seule CGT et il est le fait de tous les syndicats. Mais cela n'est pas une consolation pour la CGT à qui cela pose de graves problèmes, ne serait-ce qu'au niveau de l'entretien de son appareil de permanents.

Le nombre d'adhérents (selon la CGT) pour 1987 est de 1 030 843 dont 797 662 actifs. Par rapport à 1977, la perte d'adhérents est de 1 291 212 ; le nombre des syndiqués est tombé à moins de la moitié en dix ans. Henri Krasucki y voit des raisons objectives : *«La destruction de pans entiers de l'industrie et d'autres branches de l'économie ; la destruction de grandes entreprises qui ont été des places fortes historiques du syndicalisme... ; le poids de la pression idéologique fantastique sur un salariat frappé par une crise aux conséquences matérielles et morales si lourdes, et qui connaît des changements importants dans sa composition socio-professionnelle»*... Et le secrétaire de la CGT, qui dit ne pas vouloir *«esquiver la réflexion sur ce qui revient à nous-mêmes»*, estime : *«Nous avons donc à opérer un retour sur nous-mêmes, à affronter pour les surmonter les pesanteurs héritées du passé, les méthodes anciennes qui ont su correspondre à une époque ou même n'avoir jamais été bonnes»*. Et d'inviter les militants à prendre en compte la *«volonté de démocratie»* des travailleurs et à leur permettre de prendre *«leur sort en main»*, tant dans les luttes que dans la vie syndicale.

La direction de la CGT n'a certes pas tort de mettre au compte de la crise le recul du mouvement syndical, ni tort de constater que les méthodes anti-démocratiques, tant dans les luttes que dans la vie syndicale, n'incitent pas les travailleurs à venir adhérer : bien au contraire, elles les éloignent.

Mais à ce 43e congrès de la CGT, on ne peut pas dire que toutes les raisons du recul syndical – et en particulier les plus fondamentales – aient été véritablement éclairées et abordées franchement. Parmi celles laissées dans l'ombre, il y a d'abord le fait que le syndicalisme réformiste a laissé les travailleurs totalement désarmés devant l'offensive patronale qui a correspondu à la montée du chômage. Les conventions collectives et la législation sociale en général, qui au fil des années avaient assuré quelques avantages et protections (essentiellement obtenus autour du tapis vert), ont été remises en question par le patronat sans que les syndicats aient montré une quelconque aptitude à s'y opposer. C'est ainsi par exemple que s'est développé le travail précaire ou que les cotisations sociales ont augmenté pour les travailleurs et baissé pour les patrons, alors que les indemnisations étaient amputées. C'est ainsi également que les salaires ont été bloqués et que le niveau de vie de la classe ouvrière a connu un important recul.

Avant cela, pendant des années, par des débrayages limités, des journées d'action, orchestrés au rythme de concertations avec le patronat et le gouvernement autour du tapis vert, les syndicats avaient pu prétendre auprès des travailleurs que, «grâce à eux», il avait été possible, de-ci de-là, d'arracher quelques miettes au patronat. Mais quand la crise fut venue, il aurait fallu d'autres perspectives et d'autres méthodes que celles de ce pâle réformisme pour prouver aux travailleurs l'efficacité du syndicalisme, et surtout pour les convaincre de surmonter leurs craintes et contrebalancer les pressions du patronat.

Or, rares étaient les travailleurs qui avaient l'illusion que les syndicats, tels qu'ils les connaissaient, étaient de réelles organisations de combat, prêtes à mener la lutte au niveau où la situation l'exigeait. Pire même, les travailleurs ont pu faire l'expérience d'organisations passées au service direct de leurs adversaires, avec la gauche au gouvernement : un gouvernement auquel participait y compris le Parti Communiste, un gouvernement soutenu par les syndicats y compris la CGT qui le jugeait *«globalement positif»*, alors même qu'il bloquait les salaires après avoir réduit les prestations sociales.

De cela, il n'a pas été question au 43e congrès de la CGT. Or c'est avant tout de là que vient le discrédit dont souffrent les syndicats aujourd'hui et la CGT en particulier. On peut alors être pessimiste sur la possibilité d'un réel redressement, surtout au niveau où sa direction le situe.

L'objectif des dirigeants de la CGT est certes d'essayer de stopper l'hémorragie de syndiqués et, au-delà, de récupérer son influence au niveau des luttes lorsqu'elles tendent à lui échapper. Mais ce n'est pas pour relever le niveau de celles-ci, ni pour laisser vraiment la parole aux travailleurs. Il s'agit tout au plus d'être aussi corporatiste qu'il est nécessaire pour être dans le coup quand les mouvements sont corporatistes, et assez opportuniste pour parler de *«démocratie»* dans les luttes, quitte à masquer ses méthodes d'appareil derrière des «coordinations» quand celles-ci ne sont pas plus contrôlées par la base que ne le sont les organisations syndicales elles-mêmes.

Plus que d'une nouvelle orientation, il s'agit d'un renouveau du langage. Peut-être cela permettra-t-il à la bureaucratie syndicale de limiter la casse pour elle-même, peut-être pas. Mais s'il ne s'agit pas, pour les travailleurs qui veulent œuvrer à la défense des intérêts de leur classe, de balancer par-dessus bord les syndicats, même tels qu'ils existent, il serait bien illusoire de compter sur eux, sur leur renouveau, pour des succès marquants de la classe ouvrière dans les combats à venir.

Louis GUILBERT

Lunéville (Meurthe-et-Moselle)

RASER LA FORÊT POUR LES ESSAIS DE MERCEDES ?

La firme automobile Mercedes – qui recherche un terrain discret où construire un circuit pour essayer ses prototypes – a jeté son dévolu sur la forêt de Mondon près de Lunéville en Meurthe-et-Moselle.

Dès l'annonce de ce projet, qui aboutirait à raser plus de 800 hectares de forêt, cela a été le tollé dans la région. Des écologistes aux chasseurs, en passant par les promeneurs, les cueilleurs de champignons et les habitants des villages voisins, personne ne veut de cette piste d'essai dans la forêt. Un Comité de sauvegarde s'est créé, rassemblant 320 personnes à sa première réunion. Une manifestation, organisée le samedi suivant sa création, a regroupé plus de 800 personnes à Lunéville.

Les seuls soutiens à ce projet sont les autorités locales, le maire RPR de Lunéville et la presse, qui avancent que finalement ne vaut-il pas mieux raser 800 hectares pour avoir les 300 emplois que promet Mercedes grâce à son circuit ? Mais dans la région les promesses de création d'emplois – après l'expérience de la crise du textile et de la sidérurgie – on connaît, et personne ne les prend vraiment au sérieux.

Et puis, quitte à créer des emplois, on pourrait déjà commencer par ne plus les supprimer en arrêtant de fermer les lignes SNCF qui desservent les Vosges par exemple. Là-dessus les défenseurs du projet Mercedes sont nettement moins bavards.

A Lunéville, il a fallu plus de 20 ans pour obtenir la déviation de la Route nationale 4 (qui relie Paris à Strasbourg). Les poids lourds traversant les petites rues de Lunéville ont fait de nombreux accidents et de nombreux morts. Mais pour pouvoir faire ses essais discrètement, à l'abri des regards de ses concurrents, une grosse firme automobile a les moyens de se construire, pour elle toute seule, une autoroute, en pleine forêt.

Crève la forêt pour les essais de Mercedes ? La population de la région de Lunéville n'est pas décidée à l'accepter.

Marseille

LES STAGIAIRES FPA MANIFESTENT

A Marseille à la suite des actions déjà engagées dans les centres FPA de Saint-Jérôme et de la Treille, le Comité des stagiaires avait décidé une manifestation.

Jeudi 18 mai, cent quarante stagiaires de ces deux centres et de l'ADEF se sont rassemblés sur la Canebière pour crier leur colère et montrer leur détermination face à la situation qui leur est faite par le gouvernement et l'Unedic.

Le décret de juillet dernier a fait passer les rémunérations de 4 200 F à 3 200 F et pour certains 1600 F ou même 1200 F par mois. D'autres stagiaires, ceux qui perçoivent des allocations de chômage avant un stage, continuent pendant le stage de toucher leur allocation, ce qui fait que beaucoup de stagiaires se retrouvent sans indemnité à la sortie de leur formation.

Les stagiaires voulaient faire connaître leurs revendications : ils se sont adressés aux passants, diffusant des tracts, discutant avec eux. La manifestation a été un succès. Les stagiaires ont repris avec énergie leurs slogans : *«Stagiaires en colère, salaire de misère»*, *«Pour une formation, oui ! Sans pognon, non !»* Plusieurs banderoles disaient : *«Oui à une bonne rémunération, non à sa nette régression»*, *«Touche pas à ma paie»*, *«AFPA = Avoir Faim Pour Apprendre»*.

En tout cas, tous étaient contents de pouvoir s'exprimer tout haut. A la fin de la manifestation une délégation de sept stagiaires a été reçue dans les bureaux de la préfecture. Après la remise des revendications à une secrétaire du préfet, un camarade a fait un compte rendu précisant ce que beaucoup ressentaient : une délégation ne suffira pas, il faudra continuer, en cherchant des alliés dans d'autres centres de formation et parmi les travailleurs des entreprises.

LES CONSOMMATEURS N'ÉTAIENT PAS AU PARFUM

Gervais-Danone et Yoplait sont poursuivis en justice pour avoir fait passer un composé chimique pour de la vanille. Il y a tromperie sur la marchandise, mais les dirigeants de ces sociétés ne pédalaient pas totalement dans le yaourt en commettant ce délit. La différence de prix n'était pas perdue pour tout le monde.

L'alchimie voulait transformer le plomb en or, et avec la chimie on veut faire de l'argent avec du yaourt. Et ça, c'est encore plus fort.

LA MAFIA DU SPORT

Après la victoire sur Auxerre par 2 à 1, l'OM est assuré du titre de Champion de France. Ce club de foot va pouvoir dérouler le «Tapie» rouge... et ouvrir son tiroir-caisse. Le milliardaire et député socialiste de Marseille, qui a mis la main dessus, envisage maintenant de mettre 100 millions de francs pour l'achat – le transfert, pardon ! – de nouveaux joueurs.

Droit au but, donc. Mais comme l'a dit Coubertin, dans le sport *«l'important c'est de participer»*. A quoi ? Au profit ?

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à
LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions E.A. – B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. SARL au capital de 20 000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 17 000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

– à **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F - Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
– à **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F.
Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL ET VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

«COLÈRE EN LOUISIANE»

d'Ernest J. Gaines

Ce roman a été adapté au cinéma par Volker Schlöndorff dans un très bon film.

Un meurtre vient d'être commis dans les «Quartiers Marshall», le village noir d'une ancienne grande propriété divisée en métairies. Beau Boutan, un «petit Blanc», un paysan cajun, a été abattu devant la maison de Mathu, un ancien métayer noir de plus de quatre-vingts ans, connu pour sa fierté. Tout semble indiquer qu'il est coupable. Mais quand le shérif Mapes arrive sur place, il se trouve face à plusieurs personnes qui s'affirment coupables du meurtre : en premier lieu Candy Marshall, la propriétaire du domaine, une jeune femme blanche d'une trentaine d'années ; et aussi un «rassemblement de vieux bonshommes» (c'est le titre original du roman, en américain), munis chacun de leur fusil de chasse, ayant chacun tiré une cartouche de calibre 5, prêt chacun à jurer qu'il est coupable.

C'est Candy Marshall qui a battu le rappel de tous les vieux ouvriers agricoles et métayers noirs qu'elle a trouvés pour brouiller les pistes. Mathu n'est pas coupable et le meurtrier est un pauvre type, un ouvrier agricole qui avait l'habitude de courber la tête devant Beau Boutan et qui s'est brusquement rebellé.

Au travers d'une histoire qui pourrait être une intrigue policière, l'auteur Ernest J. Gaines, un écrivain noir né en Louisiane, rend sensible ce que peut être – ce que pouvait être en tout cas à la fin des années soixante-dix, époque à laquelle se situe le roman – la situation des Noirs et des Blancs dans cette région du Sud des Etats-Unis qui fut le berceau de l'esclavagisme.

L'ancienne propriété a été morcelée en métairies, et la fille des vieux propriétaires se sent responsable des anciens journaliers ou métayers du domaine. Son affection pour Mathu, le vieux Noir qui, après la mort de ses parents, a pris en charge une partie de son éducation, est réelle. Mais, en fait, son attachement à «ses» Noirs tient du paternalisme.

Les vieux Noirs qui se sont rassemblés ont tous vécu une vie d'exploités et d'humiliés. Chacun d'entre eux, en s'accusant, rappelle ce que lui ou ses parents ont dû subir durant ces cinquante dernières années. L'un rappelle comment les fermiers cajuns ont tué son père à coups de canne à sucre : l'autre comment la famille Marshall, quand elle a distribué les terres, a donné les meilleures aux métayers cajuns, *«et à nous autres Noirs»*, qui avaient *«travaillé sur la plantation cent ans durant»*, *«les plus mauvaises, les terres basses près des marécages»*. Un troisième évoque sa fille violée, un autre son frère, un héros de la guerre de Corée, mais que les autorités n'ont pas voulu enterrer comme les autres au cimetière militaire d'Arlington.

Pourtant, à l'aube des années quatre-vingts, quelque chose est en train de changer. Le meurtre de Beau Boutan, ce Blanc qui les méprisait et leur menait la vie dure, devient le symbole de la revanche de ces Noirs : ils ont relevé la tête. Et le shérif va les appeler «Monsieur», au lieu de les appeler *«mon garçon»*. Les petits Blancs du coin sentent eux aussi les fondations de leur monde vaciller quand le frère de Beau vient demander à sa famille de ne pas se lancer dans une expédition punitive : un scandale raciste pourrait compromettre sa carrière de footballeur.

Colère en Louisiane est en fait constitué des récits juxtaposés des acteurs et des témoins de l'affaire, en une succession de chapitres écrits dans des styles très différents, restituant le langage et la mentalité de chacun d'entre eux.

Ce roman, après quelques chapitres un peu déconcertants, capte l'intérêt du lecteur et l'émeut.

Sylvie FRIEDMAN

Colère en Louisiane *d'Ernest J. Gaines - Editions Liana Levi - 226 pages - 92 F.*

Réédition en livre de poche

«UN MONDE D'ÉTRANGERS»

de Nadine Gordimer

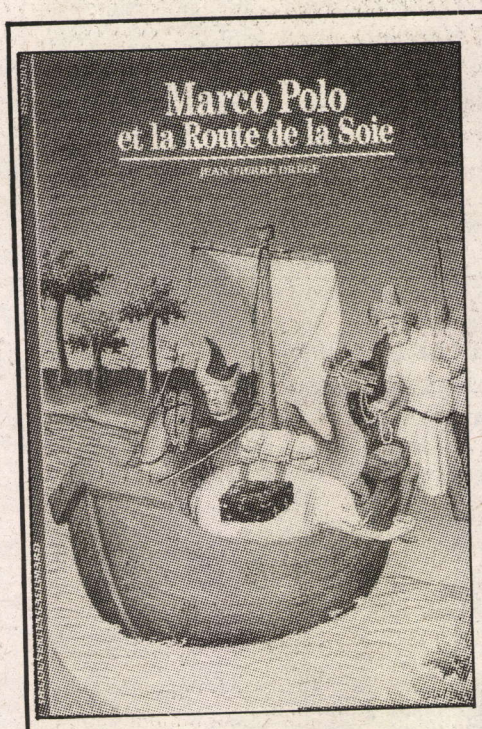
Un jeune Anglais doit séjourner pour affaires en Afrique du Sud. Sa famille s'est toujours passionnée pour les grandes causes et, en réaction, il est bien décidé à ne pas s'engager.

Seulement, après avoir fréquenté la «bonne société» de Johannesburg et mené la «bonne vie» coloniale, faite de réceptions, de sorties, de relations superficielles, une vie de parasite dont il se lasse, il fait connaissance d'une Sud-Africaine blanche «engagée», qui lui fait rencontrer Steven Sitole, un Noir qui a fait ses études en Grande-Bretagne. Il se lie d'amitié avec lui et découvre ce que peut être la vie, pour un Noir, en Afrique du Sud : *«Une vie sans signification, sans espoir, sans dignité, une vie de châtré spirituel, délimitée par le Blanc»*.

Toby se sent de plus en plus lié à l'Afrique du Sud et aux Noirs qui en constituent à ses yeux la partie vivante, humaine. Seulement, Steven Sitole est assassiné *«dans un accident de voiture»*, et Toby doit rentrer en Angleterre. Il se promet de revenir tout en sachant qu'il ne le fera pas...

Bien que publié récemment en Livre de Poche, *Un monde d'étrangers* date de 1958, et bien des choses ont changé depuis lors, dans la situation politique comme dans les rapports entre les Blancs et les Noirs. Pourtant, ce roman reste l'un de ceux qu'on peut lire, justement, pour mieux comprendre l'Afrique du Sud d'aujourd'hui...

S.F.



«MARCO POLO ET LA ROUTE DE LA SOIE»

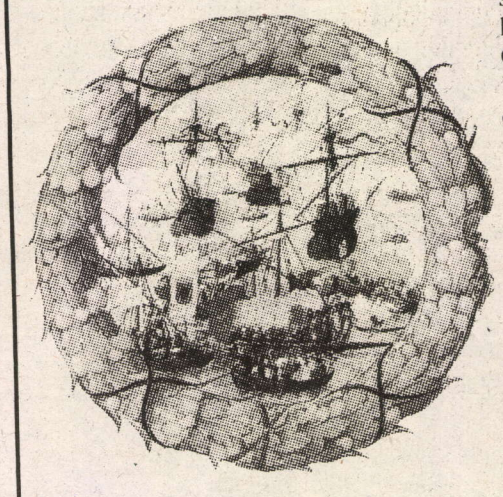
de Jean-Pierre Drège

Publié dans la collection «Découvertes Gallimard», ce petit livre bénéficie de la même qualité des reproductions de tableaux, d'images, de gravures que les autres ouvrages de cette collection. Ne serait-ce que pour cela, il vaut le coup d'être feuilleté !

Ce qui peut décevoir en revanche c'est que, contrairement à ce que pourrait faire croire le titre, les voyages de Marco Polo ne sont que brièvement évoqués dans cette histoire des «découvertes» successives de la Chine, du 1er siècle avant Jésus-Christ au XVIe siècle, par les ambassadeurs, marchands, missionnaires et explorateurs aventureux... Cela élargit évidemment l'horizon, mais c'est quelquefois un peu sec !

Mais tant mieux si cela donne envie de lire une des versions du récit même de Marco Polo (qu'on peut trouver en bibliothèque sous des titres divers selon les éditions : *La description du monde, Le devisement du monde, Le livre des merveilles)*, d'autant plus qu'après la lecture de l'ouvrage de Jean-Pierre Drège nous sommes un peu mieux parés pour discerner, dans ce qu'écrit Marco Polo, la part du réel, celle de l'exagération... et celle du conte pur et simple !

S.F.



Navires du XVe siècle.

La grève des contrôleurs et des conducteurs de la région parisienne.

Le mouvement de grève en protestation contre les agressions qui se sont produites au cours du week-end dernier sur les banlieues est et ouest, et démarré par les agents de train et les agents de conduite de la banlieue est, a fait tache d'huile et s'est étendu en deux jours à l'ensemble des grandes gares parisiennes, à peu de chose près. Mercredi soir, les conducteurs de Paris-Saint-Lazare avaient décidé la reprise, mais ceux de Paris-Austerlitz s'apprêtaient à démarrer la grève. Surtout, les agents de train étaient partout déterminés à poursuivre. La grève n'avait donc pas reflué, quoi qu'en dise la presse ou la télévision.

Hormis quelques appels à la grève locaux, soit de la CFDT, soit de la CGT, aucune fédération syndicale n'a appelé largement à la grève à aucun moment. Mais son extension s'est arrêtée d'une part à la région parisienne, d'autre part aux seuls personnels roulants.

Aucun des problèmes qui avaient motivé la grande grève de l'hiver 1986-1987 n'a été réglé depuis. Au contraire, derrière une tentative de langage «nouveau style» de la part de la direction, qui s'est bardée de spécialistes en communication et autres experts en «audit social», la situation de l'ensemble des cheminots a continué de s'aggraver, en particulier en raison de la baisse toujours poursuivie et importante des effectifs (7 000 par an actuellement).

Et c'est dans un climat de mécontentement, que l'on retrouve chez toutes les catégories de cheminots, que la grève actuelle a démarré. Ce ras-le-bol s'exprimait par exemple depuis plusieurs semaines parmi les contrôleurs, qui effectuent une «grève de la pince», elle aussi répandue spontanément. Protestant contre de mauvaises conditions de travail notamment, ces contrôleurs ont choisi de faire la grève du contrôle des billets sur un certain nombre de grandes lignes, tout en assurant par leur présence les tâches liées à la sécurité.

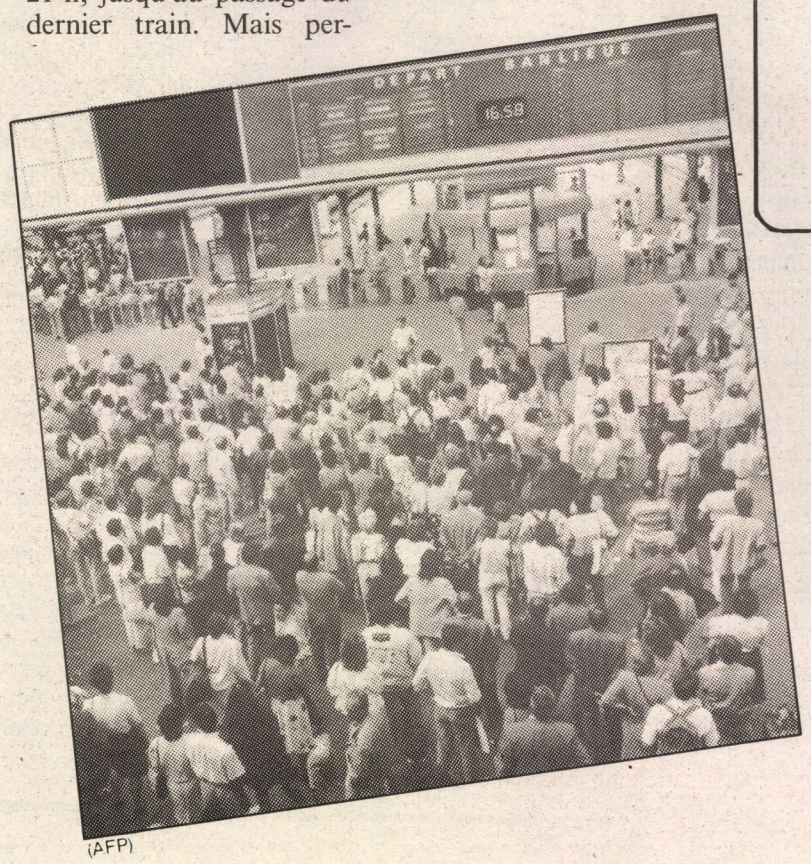
Lorsqu'il y a un mois, une agression contre un agent de train et un agent de conduite avait entraîné un premier mouvement de grève sur ce problème à la Gare du Nord, bien des discussions avaient eu lieu parmi les cheminots roulants. Et si certains voyaient bien les difficultés de lutter contre l'insécurité, d'autres se laissaient aller à reprendre sans nuances les solutions que préconise la direction : plus de présence policière, plus de répression.

Aujourd'hui, le mouvement est parti de fait sans revendication bien précise. Les organisations syndicales ont revendiqué la présence de deux agents dans les trains de banlieue en plus du conducteur en soirée, ainsi que de l'ouverture de certaines gares, actuellement fermées à partir de 21 h, jusqu'au passage du dernier train. Mais personne ne croit sérieusement qu'il y a une solution miracle au problème de la délinquance et de la violence. Seulement, les cheminots considèrent, à juste titre, que leur direction porte sa part de responsabilité, que, sur ce terrain-là comme sur les autres, elle se moque d'eux. C'est pour cela que la grève partie de la Gare de l'Est a fait tache d'huile.

Mais si ce mouvement dure, il peut devenir bien plus qu'une simple protestation. La possibilité existe que des cheminots se saisissent de l'occasion pour poser sur la table leurs revendications, sur les effectifs, sur les conditions de travail, sur les salaires. Quelques-uns au moins se posent la question. Ils savent que ce n'est pas facile ; qu'il faudrait en tout premier lieu faire de leur lutte celle de toutes les catégories, roulants et sédentaires confondus ; il faudrait instaurer la pratique de l'assemblée générale démocratique et souveraine, de comités de grève qui donnent la direction de la grève à ceux qui la mènent.

Ce n'est pas facile. Mais, comme dit la SNCF: «C'est possible». Et c'est de toute façon la lutte qu'il faudra bien mener.

Correspondant LO



(AFP)

LA POLICE, SOLUTION CONTRE L'INSÉCURITÉ ?...

Mercredi 24 mai, Rocard annonçait la constitution d'un corps de police de 500 agents, en deux étapes, pour assurer la sécurité sur les lignes de la banlieue parisienne. La seule réponse à la violence dans les transports qu'apporte un gouvernement qui se prétend encore «socialiste», c'est une réponse strictement policière.

Depuis 1981, plus de 53 000 postes de cheminots ont été supprimés. Et ni la SNCF, ni le gouvernement ne veulent reconnaître que cette politique finit par provoquer des catastrophes, y compris dans le vrai sens du terme.

Alors, on envoie la police. Mais ce n'est pas d'aujourd'hui que la police est dans les trains. Ces dernières années, des opérations «coups de poing» orchestrées en commun par la police et la SNCF se sont multipliées sur la banlieue parisienne. Mais tous ces uniformes déployant chiens policiers, talkies-walkies, et autres armements, opèrent un véritable ratissage des trains en étant surtout préoccupés de faire la chasse aux resquilleurs, ou aux étrangers en situation irrégulière. Et une fois l'opération passée, il arrive qu'on assiste à des dégradations dans les voitures en signe de représailles, voire à des agressions d'agents cheminots isolés.

Les cheminots chargés du contrôle n'ont donc rien à gagner à laisser certains parmi eux vouloir jouer les redresseurs de torts ou les cow-boys, et à identifier leur image à celle de la police. La solution policière, c'est celle de la direction SNCF. Après la grève de la Gare du Nord il y a un mois, elle a décidé d'affecter des effectifs supplémentaires (50 postes) à la «surveillance générale», véritable police du chemin de fer, dont une partie du travail consiste à surveiller les cheminots.

Alors, même si des effectifs supplémentaires ne seraient sans doute pas le remède miracle – il n'y a pas de remède miracle en ce domaine – les cheminots qui mettent en avant comme revendication le problème des effectifs ont bien raison. Car la SNCF porte une part de responsabilité : elle a contribué à l'augmentation du chômage, comme à la désertification des gares et des lignes.

Il ne s'agit pas de réclamer des contrôles «renforcés». D'ailleurs la dernière agression en date s'est produite sur trois agents. Et la SNCF elle-même conseille aux contrôleurs de ne pas opérer dans une voiture quand on pressent un problème. Il s'agit de dénoncer, en attendant de la mettre en échec, toute la politique d'austérité contre les travailleurs, qu'elle se traduise par des baisses d'effectifs, le blocage des salaires ou l'accroissement du chômage.

Hervé MARTIN

PAS SÛR DU TOUT !

A LA GARE DE L'EST

Mercredi 24 mai, pour la première fois depuis le départ de la grève le dimanche précédent, agents de train et agents de conduite se sont réunis ensemble, à 200 grévistes. Jusque-là, les agents de train tenaient leur assemblée générale seuls, deux fois par jour, à une centaine, votant la reconduction de la grève au vu des propositions de la direction régionale, jugées insuffisantes.

A cette assemblée, l'organisation d'une manifestation jeudi devant la direction générale a été décidée, ainsi que l'appel aux usagers à s'y joindre.

Beaucoup de discussions reflétaient le problème de l'avenir du mouvement. CGT et CFDT ne parlent pas d'extension, se contentant de proposer de s'adresser aux usagers. Les syndicats ayant fait du contrôle à deux agents un préalable, et la direction locale le refusant, la négociation avec celle-ci a vite été bloquée.

Correspondant LO

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995